

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PRINCIPES
DE LA DÉVOLUTION
DES SUCCESSIONS AB INTESTAT
DANS LE DROIT SERBE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le samedi 27 Mai 1911, à 8 heures 1/2,

PAR

GEORGES TODOROVITCH

Président : M. ALBERT WAHL, professeur.

Suffragants : { M. PLANIOL, professeur.
M. AUDIBERT, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1911



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PRINCIPES
DE LA DÉVOLUTION
DES SUCCESSIONS AB INTESTAT
DANS LE DROIT SERBE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le samedi 27 Mai 1911, à 8 heures 1/2,

PAR

GEORGES TODOROVITCH



Président : M. ALBERT WAHL, professeur.

Suffragants : { M. PLANIOL, professeur.
M. AUDIBERT, professeur.

PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552028_0011

INTRODUCTION

L'une des parties les plus importantes de la législation serbe est celle qui a trait aux successions. Malheureusement cette matière n'a pas été rédigée avec suffisamment de soin ; elle présente trop d'obscurité et de confusion, et il en est résulté dans son interprétation des divergences profondes, tant dans la doctrine que dans la jurisprudence.

Il nous a paru, pour cette raison, intéressant de traiter ce sujet et d'exposer à un point de vue critique le système serbe, tout au moins dans les plus importantes de ses dispositions, en indiquant les différences qu'il offre avec le système français. Il nous sera ainsi possible, en comparant les deux législations, de signaler quelques côtés par lesquels la législation française paraît supérieure à la nôtre.

Notre but, en entreprenant cette étude, a été tout à la fois d'attirer l'attention des Français sur le droit serbe, et de faire en quelques pages, à l'intention des lecteurs serbes, un rapprochement entre deux conceptions opposées.

Nous avons le désir de traiter également des rapports et des testaments. Si nous avons laissé de côté ces questions malgré leur importance, c'est que nous avons estimé que notre travail, suffisamment étendu par lui-même, nous dispensait d'aborder des matières dont une étude même superficielle aurait exigé des développements abondants.

CHAPITRE PREMIER

Historique.

Le peuple serbe s'étant fixé vers la moitié du VII^e siècle de notre ère dans la péninsule des Balkans, se trouva, par le fait même qu'il avait embrassé la religion chrétienne, profondément influencé par la civilisation byzantine. Il est dès lors naturel que nos premières lois écrites fussent des compilations de lois romano-byzantines. La première loi écrite qui fut appliquée en Serbie date du roi Etienne Nemanja. Saint-Sava, premier archevêque serbe, avait fait traduire vers 1219 le *Nomokanon* de Jean Scholastik (1). Ce fut le premier ouvrage (2) de notre littérature juridique et de nos lois civiles et canoniques.

Le monument fondamental de notre ancien droit successoral est le code Douchan qui date de 1349 à

(1) St-Novakovitch, *Commentaire du code Douchan*, p. 11.

(2) *Idem*, p. 14.

1354. Ce code fut promulgué par l'empereur Douchan après avoir été approuvé par une assemblée composée des grands seigneurs et des hauts prélats, mais dans laquelle le peuple ne fut pas admis.

En rédigeant ce code, l'empereur Douchan, alors à l'apogée de sa puissance, désirait réunir en un tout les différentes lois et coutumes, alors en vigueur, mais en même temps il voulait introduire dans son œuvre de nouvelles dispositions conformes aux besoins des différentes nationalités qui composaient son vaste empire. Les sources du code Douchan étaient : les coutumes, les lois des anciens rois serbes, prédécesseurs de l'empereur Douchan, certaines lois spéciales promulguées par Douchan avant le code, certaines dispositions prises dans les compilations romano-byzantines déjà citées.

Avant de donner un aperçu de la dévolution des successions à cette époque, il nous paraît utile d'exposer la condition des terres dans l'ancien droit serbe.

Nous trouvons d'abord la *bachtina*, bien familial qui se transmettait par succession de père en fils. C'était une propriété immobilière absolue et complète, qui ne pouvait être reprise à son titulaire qu'en cas de trahison envers l'empereur (art. 7, code Douchan). La *bachtina* pouvait être possédée par toute personne, par l'empereur aussi bien que par le me-

rops (paysan). Elle était acquise soit par succession ou par achat, soit de toute autre manière ; par exemple, l'empereur, désireux de récompenser l'un de ses seigneurs de la bravoure dont il avait fait preuve ou des services qu'il lui avait rendus, lui donnait une propriété parmi les propriétés restées vacantes par la mort d'un autre seigneur ; cette propriété était une bachtina.

Les bachtiné n'étaient pas toutes pareilles. Elles étaient :

a) *Indépendantes* ou *nobles*. — C'étaient celles sur lesquelles ne pesait pas d'autre obligation que le paiement d'une certaine redevance à l'empereur, en reconnaissance de ce qu'il était le propriétaire véritable, le bénéficiaire n'ayant que la possession et la jouissance. Le possesseur de la bachtina noble était tenu au service militaire et à certaines prestations pécuniaires, notamment au cas de mariage de la fille ou du fils de l'empereur, de baptême du fils de l'empereur.

b) *Dépendantes* ou *roturières*. — Leurs possesseurs étaient assujétis à des services de diverse nature vis-à-vis des seigneurs, propriétaires de leurs tenures.

c) *Tenures des églises et des monastères*. — Les bachtiné nobles renfermaient des villages dont les habitants cultivaient les terres du maître. Au con-

traire, le possesseur d'une tenure dépendante, le serbe paysan, était obligé de cultiver lui-même sa terre.

En second lieu nous rencontrons des pronié. La pronia est la terre donnée en jouissance à certains fonctionnaires militaires. Le titulaire d'une pronia n'avait aucun droit de propriété. Ce droit appartenait au propriétaire de la bachtina. Donner à quelqu'un une terre à pronia signifiait : lui donner cette terre en jouissance ou lui concéder certains droits appartenant à l'empereur sur cette terre ou sur les villages situés sur la bachtina. Les bénéficiaires d'une pronia étaient à peu près ce que sont aujourd'hui nos fonctionnaires civils et militaires, et cela est tellement vrai que, dans une opinion très suivie (1), l'expression « pronia » a le sens de traitement des fonctionnaires.

Les pronié n'étaient pas au début héréditaires, mais plus tard l'empereur s'arrogea le droit, pour récompenser des services rendus, de transformer le bénéficiaire d'une pronia en propriétaire et de lui accorder tous les droits appartenant au véritable propriétaire de la tenure.

Les grands seigneurs pouvaient eux aussi transformer leurs bachtiné en pronié. Leurs proniars étaient tenus de leur fournir le service militaire.

Il nous faut maintenant rechercher quel était le

(1) St-Novakovitch, *Commentaire du code Douchan*, p. 210.

droit de *disposition* du propriétaire d'une *bachtina* noble.

Dans une certaine opinion (1), l'aliénation était permise sans restriction. Au contraire, quelques auteurs (2) estiment qu'elle n'était autorisée que moyennant le consentement de l'empereur. Toutefois une distinction devait être faite : on pouvait disposer des terres reçues de l'empereur à titre de récompense pour services de guerre, mais non des terres acquises par succession, le père étant tenu de laisser cette propriété à ses descendants.

Il nous reste à dire quelques mots sur la condition des personnes dans l'ancien droit serbe.

A l'époque de Douchan on distinguait deux classes de personnes :

a) Les privilégiés. C'étaient la noblesse grande et petite et le clergé.

b) Les non privilégiés (3). C'étaient les citoyens, les paysans (*meropses*) et les serfs (*otrokes*). Ils ne jouissaient d'aucuns droits. On les appelait « *les sebres* ». Toute personne qui n'était pas noble ou ecclésiastique portait le nom de « *sebre* ». Les *meropses*

(1) Maikov, *Histoire du peuple serbe*, p. 69.

(2) Al. Jovanovitch, *L'ancien droit success. serbe*, p. 26 ; Dr Krstich, *Commentaire du code Douchan*, p. 118.

(3) St-Novakovitch, *Commentaire du code Douchan*, p. 174 ; Dr Krstich, *Glasnik*, vol. VI, p. 125.

étaient les paysans habitant les tenures de l'empereur, des seigneurs et des églises. Ils étaient des hommes libres, mais étaient tenus de payer au seigneur une redevance pour leur terre ; néanmoins ils étaient propriétaires de cette terre et avaient le droit de l'aliéner, sous la réserve de la charge qui pesait sur elle (payement de la redevance au seigneur). Pour retenir les paysans (meropses) sur les terres de seigneurs, le code Douchan, article 20, avait prescrit des peines très sévères.

Otrok était le nom réservé à l'esclave. Celui-ci était, en quelque sorte, la chose du seigneur, qui pouvait en disposer à son gré.

Quel était l'ordre successoral dans l'ancien droit serbe ? Il nous faut, dans l'étude de cette question, distinguer deux périodes, celle qui a précédé la conquête turque et celle qui l'a suivie.

I. — Le régime successoral serbe avant la conquête turque.

Sur cette question nous avons deux articles du code Douchan, les articles 41 et 48. Ces deux articles ne traitent que de la succession des biens de la noblesse. Sur la succession des serbes (personnes non privilégiées), le code Douchan garde le silence. La raison en est que les habitants des villages vivant presque toujours dans les zadrougé, il était naturel que le code

Douchan n'eût pas cru devoir édicter sur ce point des dispositions spéciales. Toutefois il est hors de doute que la dévolution des successions des seigneurs était également réglée.

L'article 48 est ainsi conçu : « *Après la mort du seigneur son bon cheval et ses armes appartiennent à l'empereur ; le grand manteau perlé (l'habit de la Cour Impériale) et la ceinture en or sont dévolus aux fils sans que l'empereur puisse les leur reprendre. A défaut de fils ils sont dévolus à la fille du défunt, laquelle est libre d'en disposer à son gré.* »

L'empereur Douchan avait prescrit, à l'époque des empereurs byzantins, un habit spécial pour sa cour comme marque distinctive de la noblesse et de la fonction.

Le manteau et la ceinture étaient dévolus au fils du défunt comme marque de dignité paternelle et de distinction familiale.

Le bon cheval et les armes étaient réservés à l'empereur en signe de subordination et de soumission du seigneur.

L'article 41 du code Douchan est ainsi conçu : « *Au cas où le seigneur meurt sans laisser de descendants, sa tenure (bachlina) est déférée aux parents du défunt jusqu'au troisième cousin germain.* »

Les fils se partageaient la propriété immobilière en portions égales. Dans l'ancien droit serbe le droit de

primogéniture n'existait pas. Les fils étaient appelés à la succession du défunt par préférence aux filles. Ce principe de notre droit coutumier existe en droit serbe même aujourd'hui. A défaut des fils, les filles succédaient au défunt, à l'exclusion des autres parents.

Si le défunt ne laissait pas d'enfants, sa succession était dévolue à ses parents jusqu'au quatrième ordre exclusivement. Parmi les parents du même ordre et du même degré, les mâles étaient appelés de préférence aux femmes. Au cas où le défunt ne laissait pas de parents du troisième ordre inclusivement, sa succession était transmise à l'empereur ou dans une autre opinion à l'église (1).

La dévolution de la propriété mobilière était régie par les mêmes règles que la dévolution des successions immobilières.

II. — Le régime successoral serbe après la conquête turque.

Après avoir conquis la Serbie, les Turcs avaient au début laissé aux Serbes leur autonomie en ne leur demandant qu'une contribution annuelle, en signe de soumission. Le peuple turc était un peuple conserva-

(1) Al. Jovanovitch, *Développement historique de la zadrouga serbe*, p. 34.

teur et préférait maintenir le *statu quo* que d'imposer aux vaincus des changements radicaux (1).

L'Etat serbe n'a perdu son indépendance d'une façon complète que dans l'année 1459. La condition du paysan serbe était restée la même qu'avant la conquête. M. Novakovitch dit avec raison qu'ils (les paysans) n'ont changé que de seigneur (2). A la place des proniars on trouve des spahias, à la place des bachtiniks des chitlouk-sahibié. « Chitlouk » signifiait le village qui, en outre du spahi (seigneur), avait un autre maître, le Chitlouk-sahibia. Le paysan était tenu de donner au spahi un dixième de ses revenus et au chitlouk-sahibia un neuvième.

Il y avait deux classes de terres : *a*) les terres libres non soumises ; *b*) les terres dépendantes dont le droit de propriété appartenait au seigneur (chitlouk-sahibia, spahia), et la jouissance et la possession aux paysans habitant sur ces terres. Les paysans étaient obligés de donner à leur maître la neuvième part de la récolte et de tout accroît, mais ils n'étaient pas tenus envers lui d'autres services gratuits.

Le paysan qui abandonnait la terre avait le droit d'y retourner dans un délai de trois ans. Passé ce

(1) St-Novakovitch, *Bachtiné et pronié dans l'ancien droit serbe*, p. 69 et suiv.

(2) *Idem*, p. 80.

délai, il perdait tout droit de jouissance. On considérait que sa terre lui avait été donnée par le seigneur en perpétuelle jouissance et qu'en déguerpissant il renonçait tacitement à ses droits.

Le spahia n'avait pas le droit d'expulser le paysan de sa terre. Seulement lorsque celui-ci ne payait pas pendant trois ans la redevance qu'il devait au spahia (1/9 de ses revenus), la loi reconnaissait à celui-ci le pouvoir de lui reprendre une partie de cette terre et de la donner à un autre paysan. D'après M. Jovanovitch (1), ce pouvoir de reprise pouvait s'exercer sur la totalité de la terre, et celle-ci pouvait être donnée à un autre paysan en cas de non paiement de la redevance pendant deux ans. Les chitlouk-sahibié et les spahié ont cessé d'exister en Serbie en 1833.

Quant au droit successoral il se résume dans les traits suivants :

Jusqu'à la promulgation du code civil serbe en 1847, c'étaient les coutumes qui faisaient loi. Il n'y avait pas de prescriptions légales concernant le droit successoral. Dans une même affaire on jugeait tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. On jugeait d'après le droit coutumier, la conscience, le bon sens et le droit turc.

(1) *Le développement historique de la zadrouga serbe*, p. 182 ; St-Novakovitch, *Bachtiné et pronié*, p. 95.

Voici quelques exemples de dévolution de succession d'après la coutume de Veterinac (département de Vranje).

a) S'il s'agit d'une terre libre (non soumise au spahi et chitlouk-sahibia), au décès du propriétaire ses descendants partagent son patrimoine de la manière suivante :

Les meubles, la maison paternelle et les autres bâtiments se divisaient en trois parts. Le fils en prenait deux et la fille une. Les immeubles étaient partagés en parts égales.

b) S'il s'agit de terres dépendantes soumises à la redevance d'un neuvième, la succession se divisait de la manière suivante :

Les meubles se partageaient entre les descendants de la même manière que dans l'hypothèse de la terre libre. Les immeubles n'étaient dévolus qu'aux fils ; les filles n'avaient pas le droit d'y succéder. Pourtant si le défunt ne laissait qu'une fille et pas de fils, elle pouvait succéder, même aux immeubles, mais à la condition de se marier et de s'établir avec son mari dans la maison paternelle. Contractait-elle mariage dans un autre village où elle allait habiter avec son mari, au lieu de rester dans le village natal, elle perdait le droit de succéder aux immeubles.

Lorsque le défunt laissait un fils et un petit-fils d'un autre fils prédécédé, l'oncle succédait seul aux

meubles, à la maison paternelle et aux autres bâtiments. Le petit-fils partageait seulement les terres labourables en parts égales avec son oncle.

Lorsque le défunt ne laissait pas de descendants, la veuve recevait un quart de la succession, à l'exception des terres labourables. Le reste de la succession, y compris les terres labourables, était dévolu au plus proche parent du défunt.

CHAPITRE II

Qualités requises pour succéder.

Pour qu'une personne puisse succéder, il faut qu'elle ait la capacité de recueillir et qu'elle ne soit pas indigne.

L'incapacité se distingue de l'indignité à plusieurs points de vue :

a) L'incapable ne peut recueillir aucune succession ; l'indigne ne peut plus recueillir la succession de la personne envers laquelle il s'est rendu coupable de certains faits prévus par la loi, mais il peut recueillir toutes les autres.

b) C'est en principe à l'héritier à démontrer sa capacité ; c'est au contraire à ceux qui veulent se prévaloir de l'indignité du successeur à en faire la preuve.

c) L'incapacité résultant de certains éléments de fait se produit de plein droit ; l'indignité au contraire doit avoir été judiciairement prononcée. Après un premier jugement ayant constaté l'indignité, il doit intervenir, sur la demande des personnes intéressées, un autre jugement prononçant cette indignité.

Après avoir rappelé cette distinction, étudions les conditions nécessaires pour succéder.

I. — Première condition. — Capacité.

D'après la loi serbe, il y a deux causes d'incapacité : a) le défaut d'existence de l'héritier lors de l'ouverture de la succession ; b) l'extranéité de l'héritier.

En premier lieu, celui qui n'existe pas au moment de l'ouverture de la succession ne peut succéder. Donc l'enfant qui n'est pas encore conçu est considéré comme non existant. Au contraire, l'enfant conçu à cette époque peut succéder, mais la loi serbe exige pour cela qu'il naisse vivant et naisse dans le délai légal (articles 398, 43, 113) (1). La loi serbe ne demande pas, comme la loi française, que l'enfant naisse viable ; il suffit qu'il naisse. Ainsi celui qui ne naît que pour mourir peut, d'après le code serbe, succéder. Encore ne faut-il point qu'il soit un monstre et ne présente rien d'humain.

Comment se fera la preuve de la conception à l'époque de l'ouverture de la succession ? Supposons un enfant né le 300^e jour de la mort du mari de sa mère. Peut-il réclamer la succession de son père en prouvant qu'il était conçu lors de l'ouverture de la suc-

(1) ART. 111, CODE CIVIL SERBE : « *Les enfants légitimes sont tous ceux qui sont nés pendant le mariage légitime. La loi considère comme tels tous les enfants qui sont nés après le cent-quatre-vingtième jour du mariage ou dans le délai de trois cents jours après la mort du mari ou après le jugement définitif du divorce.* »

cession ? D'après le code serbe, l'enfant né dans un délai de 300 jours après la mort de son père n'a pas besoin de faire cette preuve ; le législateur considère cet enfant comme légitime. La seule personne qui aurait pu contester sa légitimité aurait été son père s'il avait été encore vivant (Arg. art. 114 et 128) (1).

A vrai dire, le code serbe ne dit rien de la preuve de la conception, mais puisque, aux termes des articles 113 et 128, l'enfant né dans le délai légal (300 jours) après la mort du père est réputé légitime, il est logique de penser que le législateur considère cet enfant comme ayant été conçu du vivant de son père. L'enfant n'a, par conséquent, pas besoin de prouver sa conception.

Le distingué professeur M. Gjordjevitch, suivant en cela la doctrine de M. Planiol, est d'un avis opposé. Il estime qu'on devrait prouver la conception quoique la jurisprudence française n'autorise pas cette preuve, mais applique les présomptions légales des articles 312 et 315.

(1) Article 114 : « *Lorsqu'un enfant est né dans le mariage légitime, le père ne pourra douter de la légitimité de cet enfant ni le désavouer. Néanmoins il pourra désavouer l'enfant s'il prouve clairement que pendant le temps légal de 180 à 300 jours, il était dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme. L'aveu même de la mère ne peut pas priver l'enfant de la légitimité. De même l'adultère de la mère même prouvé ne peut pas nuire à la légitimité de l'enfant.* »

b) En second lieu, d'après le code serbe, un étranger ne peut succéder aux biens que son parent possède en Serbie. Exceptionnellement il le peut dans les cas suivants : 1° S'il existe entre la Serbie et le pays auquel cet étranger appartient un traité réglant les questions concernant la succession, auquel cas on devra se conformer aux clauses de ce traité (Arg. art. 423).— 2° En l'absence d'un traité entre la Serbie et le pays auquel il appartient, si ce pays accorde le même droit aux Serbes. En cas de doute, c'est à l'étranger qui désire succéder en Serbie à faire cette preuve (Arg. art. 47).

II. — Deuxième condition. — Absence d'indignité.

D'après le code serbe, il existe une cause générale d'indignité pour tous les héritiers et une cause spéciale pour le mari et la femme. Ces causes d'indignité sont prévues par l'article 419 du code civil.

Examinons d'abord la cause générale de l'indignité. Pour que l'héritier soit exclu de la succession du défunt, notre texte exige :

1° *Qu'il ait donné intentionnellement la mort au défunt.*— Par conséquent l'héritier qui aurait été condamné comme coupable d'un simple homicide par imprudence, n'encourrait pas l'indignité (art. 158 du code pénal), parce qu'alors il est condamné pour son

imprudence et non pour le meurtre du défunt. De même l'héritier qui aurait été condamné pour coups et blessures ayant occasionné la mort sans l'intention de la donner, ne sera pas exclu comme indigne de la succession du défunt. Même solution en ce qui concerne l'héritier qui est condamné pour avoir tenté de donner la mort au défunt, car d'après le code serbe, à la différence du code français, la tentative n'est pas une cause d'indignité. *Quid* si l'héritier a été, non l'auteur principal du crime, mais complice ? Sera-t-il dans ce cas, exclu comme indigne de la succession du défunt ?

A notre avis, c'est la solution négative qui s'impose. La loi pénale serbe assimile, il est vrai, le complice à l'auteur du crime au point de vue de la pénalité (art. 47 du code pénal serbe), mais notre code civil, dans l'article 419, déclare que celui qui aura donné intentionnellement la mort au défunt ne pourra pas succéder à ses biens (1). Ce texte ne parlant pas du complice, il nous paraît en résulter que seul l'auteur du crime est exclu comme indigne de la succession du défunt, mais non le complice.

Un parti important dans la doctrine (M. Peritch,

(1) « *Celui qui a donné volontairement la mort à autrui ne peut pas lui succéder.* »

M. Gjordjevitch, M. Milovanovitch) (1), soutient au contraire qu'on doit assimiler le complice à l'auteur du crime. Et à l'appui de cette opinion, M. Peritch, le distingué professeur de l'Université de Belgrade, se fonde sur ce que le législateur serbe a exclu comme indignes de la succession du défunt, certaines personnes pour des causes moins graves, (par exemple la femme encourt l'indignité si, sachant qu'on préparait le meurtre de son mari, elle néglige de dénoncer ce fait à la justice), et en conclut qu'on doit exclure à plus forte raison comme indigne l'héritier en sa qualité de complice.

A notre avis, il est impossible de se fonder sur cette disposition exceptionnelle, qui n'est établie que pour la femme, et est une dérogation à la théorie générale de l'indignité. Dans cette matière, plus peut-être que dans toute autre, l'interprétation restrictive est de rigueur. D'ailleurs si l'on adoptait l'opinion de M. Peritch, il faudrait exclure aussi comme indigne tout héritier qui aurait été condamné pour coups et blessures ayant occasionné la mort sans l'intention de la donner puisque le législateur vise dans un cas exceptionnel cette hypothèse (mari condamné pour coups et bles-

(1) Peritch, *Cours de droit civil*, sténographié et rédigé par G. Niketich ; Gjordjevitch, *Droit successoral serbe*, t. I, Belgrade, 1910, p. 136 et suiv. ; Milovanovitch, *Succession ab intestat dans le code civil serbe*, Belgrade, 1884, p. 54.

sures envers sa femme). Or l'article 419 ne permet pas d'étendre cette disposition en dehors du cas spécialement prévu par le législateur, et si l'on se conforme dans ce cas à la règle « *exceptio est strictissimæ interpretationis* », il n'est que juste de s'y conformer également dans le cas cité plus haut.

2° *Qu'il ait subi une condamnation pénale devenue définitive.* — Le code serbe ne mentionne pas, il est vrai, expressément cette condition. Mais il est de toute nécessité que la culpabilité de l'héritier soit établie par un jugement pour qu'on le prive d'un droit aussi naturel que le droit de succession.

En ce sens un arrêt du tribunal de première instance de Sabatz, 15 septembre 1880, n° 12932, *Recueil Maksincovitch*, page 23. Par conséquent, toutes les fois qu'un héritier qui a donné la mort au défunt échappe à la condamnation pour une cause quelconque, il n'encourt pas l'indignité. Par exemple, s'il était en état de démence au temps de l'action (code pénal serbe, art. 53), ou s'il n'avait pas encore 12 ans révolus (code pénal serbe, art. 55), ou si, étant mineur de 16 ans, il a été déclaré par le tribunal avoir agi sans discernement (code pénal serbe, art. 56), ou s'il était en état de légitime défense (code pénal serbe, art. 54, et code civil serbe, art. 421).

De même, l'héritier qui a donné la mort au défunt n'encourt pas l'indignité lorsqu'il ne peut plus être

condamné, par exemple s'il est mort ou s'il a bénéficié d'une amnistie, ou si l'action publique est prescrite. Par contre s'il est condamné et que la condamnation soit devenue définitive, il sera exclu de la succession comme indigne, même si sa peine est prescrite ou s'il a obtenu la grâce.

Arrivons maintenant aux causes exceptionnelles d'indignité prévues pour le mari et la femme :

En ce qui concerne l'indignité de la femme, la loi serbe est particulièrement sévère. Aux termes de l'article 419 du code civil serbe, il suffit, pour que la femme soit déclarée indigne, qu'elle ait connu qu'on préparait le meurtre de son mari et qu'elle ait été condamnée pour n'avoir pas dénoncé ce fait à la justice. Etant indigne, elle ne peut pas succéder à son mari ; elle perd le droit d'usufruit sur les biens de la succession de son mari, que la loi lui aurait accordé autrement ; elle perd aussi le bénéfice des donations entre vifs qu'elle aurait reçues du défunt (1).

La femme a-t-elle au moins le droit de succéder indirectement à son mari, par suite de décès de ses

(1) Article 419, § 2. — « Si le mari a été assassiné avec la complicité de la femme, celle-ci perd le droit d'usufruit sur la succession de son mari, ou sur la part des biens de son mari sur laquelle elle aurait exercé son droit d'usufruit ; elle perd aussi le bénéfice des donations entre vifs par écrit qu'elle a reçues du défunt ».

enfants ? Supposons par exemple que le défunt, empoisonné par sa femme, n'ait laissé comme héritier qu'un fils. Ce fils lui succède. Au bout d'un certain temps il meurt sans postérité. Sa mère, indigne de succéder à son mari, peut-elle succéder à son fils et par suite arriver indirectement à la succession de son mari ?

A notre avis elle ne le peut pas. Nous nous fondons, pour soutenir cette opinion, sur ce que le mari ne peut succéder à sa femme ni directement, ni indirectement, lorsqu'il a encouru l'indignité. Sans doute la loi ne dit pas expressément que la femme ne peut pas dans ce cas succéder à son mari, mais le législateur en déclarant dans l'article 419 : « *que celui qui a donné intentionnellement la mort au défunt ne peut pas lui succéder* », a établi une règle générale. Dès lors, quoique le législateur ne se soit pas prononcé sur le point de savoir si la femme pouvait succéder indirectement ou non à son mari, nous pensons qu'on doit appliquer pour l'indignité de la femme ce que le législateur a établi pour l'indignité du mari.

En résumé, il faut reconnaître que la femme déclarée indigne par la justice ne peut pas succéder ni directement, ni indirectement à son mari. Par un arrêt en date du 16 décembre 1870, n° 3913, et par un arrêt du 30 avril 1884, n° 404, la cour de cassa-

tion, toutes chambres réunies, a jugé en ce sens (1). M. Milovanovitch se prononce aussi en faveur de cette opinion dans son traité des *Successions ab intestat*.

Au contraire, le distingué professeur, M. Gjordjevitch, considère que la femme quoique indigne a le droit de succéder indirectement à son mari, car la loi ne le lui défend pas.

Il reste encore une question à élucider. Nous venons de dire que la femme indigne n'a pas le droit de succéder indirectement à son mari. Peut-elle au moins réclamer l'usufruit sur les biens de la succession de son mari, que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leur enfant ? A notre avis elle ne le peut pas. Puisqu'on ne lui permet de succéder à son mari ni directement, ni indirectement, il est logique et juste qu'elle soit privée de cet usufruit.

Quant au mari, il est indigne de succéder à la femme s'il a été condamné pour lui avoir donné la mort — ce n'est là, du reste, qu'une application de la règle générale prévue par l'article 419, — ou s'il a été condamné pour coups et blessures envers sa femme.

(1) « Considérant, dit la cour de cassation, que l'article 419 du code civil déclare expressément que celui qui a donné volontairement la mort à autrui ne peut pas lui succéder, il est naturel que la femme qui a empoisonné son mari ne puisse pas lui succéder indirectement par la mort de son enfant ».

Ici nous sommes en présence d'une cause spéciale d'indignité pour le mari (1).

Mais *quid* si sachant qu'on préparait le meurtre de sa femme, il avait négligé de dénoncer ce fait à la justice ? L'article 419 ne vise pas ce cas, mais nous avons déjà dit que la femme encourt l'indignité dans une hypothèse analogue, et il semble logique d'appliquer au mari la même solution.

De même le mari indigne ne peut réclamer sur les biens de la succession de sa femme l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants. Du reste la loi serbe est très sévère à l'égard du mari. Non seulement le mari ne peut succéder à son enfant et par suite indirectement à sa femme, ni réclamer l'usufruit des biens qu'il laisse, mais encore ses parents (frères, mère, père, etc.) n'ont aucun droit sur cette succession. Ce seront les parents maternels qui seront appelés à son héritage. En conséquence, l'oncle maternel, la tante maternelle, les ascendants

(1) Art. 419, § 2. — « Si le mari a donné la mort à sa femme ou » l'a battue si cruellement qu'elle en est morte, il perd le droit de » succession sur sa dot. Dans ce cas, l'usufruit des biens provenant » de la succession maternelle dévolue aux enfants mineurs n'appartient pas au père, mais aux autres parents les plus proches et » capables. Au décès de ces enfants morts sans postérité légitime, » leur succession n'est dévolue ni à leur père, ni à leurs parents » paternels, mais à leurs parents maternels. »

maternels, etc. viendront de préférence aux parents paternels (oncle paternel, tante paternelle, etc.).

De la déclaration de l'indignité.

D'après le code serbe, l'indignité n'est pas encourue de plein droit. Aux termes des articles 9 et 91 du code civil, c'est une décision de la justice qui doit la prononcer. La loi ne dit pas par qui peut être formée la demande en déclaration d'indignité. Il faut donc appliquer le droit commun d'après lequel toute personne intéressée a le droit d'exercer l'action. La demande en déclaration d'indignité pourra dès lors être formée :

1° Par les héritiers du rang inférieur que l'indignité du successible ferait venir à la succession.

2° Par les cohéritiers à qui l'indignité procurerait une part plus avantageuse.

3° Par les donataires ou légataires dont la donation ou le legs se trouveraient réduits par la présence d'un héritier réservataire indigne (Arg. code civil serbe, art. 565 combiné avec la loi du 5 mai 1864).

La déclaration d'indignité peut être prononcée contre l'indigne s'il est vivant, et après son décès contre ses héritiers. L'action en déclaration d'indignité dure 24 ans à dater de l'ouverture de la succession.

Effets de l'indignité.

a) *A l'égard des cohéritiers.* — L'héritier exclu de la succession est censé n'avoir jamais été héritier ; en d'autres termes, la déclaration d'indignité entraîne une résolution rétroactive de son droit. La loi traite l'héritier indigne comme un possesseur de mauvaise foi ; il est par suite tenu de rendre tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession (code civil serbe, art. 204 et 205).

b) *A l'égard des tiers.* — L'indigne doit être considéré comme ayant été héritier jusqu'au jour de la déclaration de l'indignité. Son droit est donc ici, à la différence de l'hypothèse précédente, résolu sans effet rétroactif. Pour l'avenir, l'indigne sera réputé étranger à la succession, mais ses actes seront valables pour le passé. Les débiteurs ayant payé entre ses mains seront libérés ; les droits constitués par lui seront valables, mais il sera obligé de restituer à ceux qui doivent profiter de son exclusion tout le profit qu'il a pu retirer de ces actes.

c) *A l'égard des enfants de l'indigne.* — Les enfants peuvent arriver à une succession en cas d'indignité de deux manières : de leur chef ou par représentation. Ils succèdent de leur chef, par exemple dans l'hypothèse où leur mère a été assassinée par leur père. De même, lorsque le défunt n'a laissé qu'un

fils indigne (parce qu'il a donné la mort au défunt) et un petit-fils de ce fils indigne, ce petit-fils succède de son chef. Dans toutes ces hypothèses, l'auteur du crime étant exclu de la succession comme indigne, ses héritiers viennent de leur chef à la succession du défunt et non par représentation.

Au contraire, les enfants arrivent par représentation lorsqu'ils empruntent le rang d'une personne décédée, à laquelle ils se substituent en vertu de la loi. Lorsque le représenté est vivant et, par suite d'indignité, exclu de la succession, son héritier succède-t-il par représentation ou de son chef ? Sur ce point, la jurisprudence serbe est divisée. Un arrêt de la cour de cassation, toutes chambres réunies, du 15 mars 1902, n° 1339, admet que la fille de l'indigne ne peut pas succéder à son oncle (frère de l'indigne) mort sans postérité ; dans ce cas, en effet, comme elle ne succéderait pas de son chef, mais par représentation, elle arriverait indirectement à la succession du défunt, ce qui serait contraire à l'article 419 du code civil (1).

(1) « Attendu qu'en vertu de l'article 419 du code civil, le père ayant donné volontairement la mort à son frère, perd le droit de lui succéder, et que, par suite, la fille du meurtrier ne peut pas succéder à son oncle, puisqu'elle ne vient pas à sa succession directement, mais par représentation ;

» Attendu que le droit de représentation est la capacité pour

M. Gjordjevitch se prononce aussi dans ce sens (1).

A notre avis, dans cette hypothèse, la fille de l'indigne peut succéder. Elle ne succède pas à son oncle (tué par son père) par représentation parce que son père est vivant mais indigne et comme tel exclu de la succession, et qu'on ne représente pas les personnes vivantes. Elle succède de son chef. En faveur de

le descendant de venir occuper la place de l'ascendant prédécédé et de recevoir autant qu'aurait reçu celui-ci ;

» Attendu, dès lors, qu'en supposant que celui qui est vivant puisse être représenté, la fille prenant la place de son père ne peut recevoir aucune part de la succession par suite de l'extinction du droit successoral du meurtrier ;

» Attendu que dans l'article 449 relatif à l'exclusion du meurtrier de la personne assassinée, le législateur, en citant le cas où le mari a donné la mort à sa femme, déclare expressément qu'une pareille succession, au décès de l'enfant mort sans postérité légitime, ne sera dévolue ni au père, ni aux parents paternels, mais aux parents maternels ;

» Qu'il résulte donc clairement de ce texte, que le législateur sous-entendait que l'exclusion de la succession ne se rapporte pas seulement au meurtrier, mais aussi à ses parents qui auraient été sans cela appelés à lui succéder d'après l'ordre légal ; que, par suite, l'on peut tirer de cet argument d'analogie cette conséquence que la faute du père n'est pas sans importance sur le droit successoral de la fille, car lorsqu'un cas n'est pas prévu par la loi, on doit, d'après l'article 10 du code civil, l'interpréter conformément à la prescription légale, laquelle s'applique aux cas semblables ».

(1) *Droit successoral serbe*, Belgrade, 1884, p. 54 et suiv.

notre opinion citons un arrêt de la cour de cassation, rendu toutes chambres réunies, le 9 mai 1906, n° 5061. En ce sens aussi, M. Stojanovitch (1), M. Milovanovitch (2).

(1) *Ordre successoral serbe*, Belgrade, 1897, p. 49 et suiv.

(2) *Succession ab intestat*, p. 20, 21, 22.

CHAPITRE III

Situation des héritiers légitimes au regard des successions ouvertes à leur profit.

SECTION I. — Divers ordres de succession.

Les héritiers légitimes acquièrent-ils la succession de plein droit, c'est-à-dire deviennent-ils propriétaires des biens héréditaires, titulaires des créances et des actions héréditaires dès le moment même de l'ouverture de la succession ?

D'après le code serbe on doit répondre à cette question par la négative. Ces héritiers n'acquièrent la propriété qu'à partir du moment où ils ont été déclarés héritiers par le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession. Tant que cette déclaration du tribunal n'est pas intervenue, et tant qu'ils n'ont pas obtenu l'envoi en possession des biens du défunt, la succession est *jacente*.

Mais acquièrent-ils au moins de plein droit la possession ?

Sur ce point le droit serbe fait une distinction.

a) Les héritiers majeurs, capables légalement et pour lesquels la qualité d'héritiers présomptifs n'est pas douteuse, acquièrent la possession de plein droit, dès le moment de l'ouverture de la succession, et cela sans aucune intervention du tribunal, tandis que, nous venons de le voir, ils n'acquièrent la propriété des biens du défunt qu'à partir du moment où ils ont été reconnus par le tribunal comme héritiers, et peuvent seulement alors disposer des biens du défunt.

b) Mais ces mêmes héritiers (majeurs, capables etc.) n'acquièrent ni possession, ni propriété, si un autre héritier (légal, testamentaire ou contractuel [1]) a contesté leurs droits héréditaires. Dans ce cas, tant que leur droit successoral n'est pas formellement reconnu par la justice, la succession est jacente ; le tribunal fait dresser l'inventaire de la succession et nomme des curateurs à la masse dont la mission est de gérer et d'administrer la succession tant que le droit successoral n'est pas définitivement établi.

c) De même n'acquièrent de plein droit ni la possession ni la propriété des biens du défunt les héri-

(1) Par exemple en cas d'adoption.

tiers suivants : les mineurs, les aliénés, les absents, les prodigues, les fondations, les communes, les bureaux de bienfaisance, les églises, les établissements d'utilité publique, l'héritier à qui le défunt laisse la succession avec charge de la rendre soit en totalité, soit pour une certaine part, à une autre personne gratifiée en second ordre (fideicommiss).

Dans tous ces cas précités, c'est-à-dire dans tous les cas où l'héritier n'acquiert pas la succession de plein droit, le juge du tribunal de première instance doit immédiatement ordonner qu'on fasse dresser l'inventaire de la succession du défunt. Ensuite, une fois réglées toutes les questions concernant la succession, c'est-à-dire une fois les créanciers héréditaires payés et les legs exécutés, le juge déclare par son ordonnance que telle et telle personne (qui a prouvé son droit à la succession) est l'héritier et lui accorde l'envoi en possession (art. 485, 486, 487 (1) code civil ;

(1) Art. 485 du code civil. — « *Personne n'est tenu d'accepter une succession ou de se mettre en possession d'une succession sans avoir fait procéder à un inventaire judiciaire. Si une personne accepte sans inventaire, elle supportera toutes les conséquences résultant de cette acceptation* ».

Art. 486. — « *Le tribunal compétent est tenu, sur la demande de l'époux survivant, des héritiers et autres personnes intéressées, de faire l'inventaire de tous les biens du défunt conformément aux prescriptions légales* ».

Art. 487. — « *Le tribunal ne doit procéder d'office à l'inventaire qu'au cas où les enfants sont restés sans père ou mère, ou autres proches parents* » (grand-père paternel, oncle paternel).

art. 144, 147, 148, 154, loi sur la tutelle ; art. 53, 62, 126, règles concernant les affaires non litigieuses).

Dans une opinion contraire (M. Peritch), on prétend que les héritiers acquièrent de plein droit, *ipso jure*, non seulement la possession mais aussi la propriété des biens du défunt, malgré que cette solution soit contraire aux « règles concernant les affaires non litigieuses » ; mais on dit, dans cette opinion, que ces règles n'ont pas la valeur et la force d'une véritable loi, et par conséquent ne peuvent contredire les dispositions légales.

Sans doute si ces règles modifiaient ou complétaient le code civil, elles seraient illégales, mais il n'en est pas ainsi. A notre avis, elles ne sont pas contraires au code civil, et n'apportent aucun changement à la disposition légale de l'article 487, qui déclare que le tribunal ne doit faire procéder à l'inventaire de la succession que sur l'invitation qui lui en est faite, sauf les cas où la succession est déférée aux orphelins sans père et mère. En effet l'article 62 des règles concernant les affaires non litigieuses dispose, d'une part, clairement « que l'inventaire de la succession ne sera dressé que sur la demande expresse des personnes ayant le droit, d'après le code civil, de faire une pareille demande » et, de l'autre, cite les cas où le tribunal a le droit de faire dresser d'office cet inventaire et, parmi ces cas, mentionne tout

d'abord ceux prévus par l'article 487 du code civil, c'est-à-dire ceux qui visent l'hypothèse où la succession est déferée aux orphelins mineurs sans père ni mère.

SECTION II. — De la représentation.

Un certain nombre de conditions sont requises par la loi serbe pour qu'il y ait lieu à représentation.

1° *Il faut que le représenté soit décédé lors de l'ouverture de la succession* (Arg. art. 344 et 399, code civil). Donc, au cas où un héritier aurait été exclu de la succession du défunt comme indigne, ou aurait renoncé à la succession, ses enfants ne peuvent pas succéder au défunt par représentation, car on ne représente pas, d'après la loi serbe, les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes. Par contre, ils peuvent succéder de leur chef au défunt et sans le secours de la représentation, car l'héritier indigne ou renonçant est censé n'avoir jamais été héritier. Par exemple, un petit-fils qui renonce à la succession de son père prédécédé qu'il devait représenter peut très bien succéder au grand-père de son chef et sans le secours de la représentation, car il n'avait renoncé qu'à la succession de son père.

Dans une autre opinion (M. Arandjeŭovitch) (1), on

(1) Cours de droit marital sténographié.

prétend, il est vrai, que notre législateur n'a pas déclaré expressément qu'on ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes, et on ajoute que le législateur serbe a admis dans le code la représentation uniquement dans le but de désigner la manière de partager la succession (représentation à l'effet de partage).

Il nous semble préférable de nous en tenir à la théorie que nous avons exposée. L'article 344 du code civil dispose en effet : « *Au décès d'un citoyen serbe ses biens passent à titre de succession à ses héritiers* », et l'article 399 déclare : « *Les petits-fils masculins (d'un fils prédécédé) viennent par représentation à la succession du grand-père* ». Il résulte, donc, clairement de ces textes qu'on ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes et que la représentation désigne bien le droit du défunt et non la manière de partager la succession (représentation à l'effet du partage). Puisqu'aux termes de l'article 399, les petits-enfants d'un fils prédécédé succèdent au défunt par représentation, il en résulte qu'ils viennent occuper la place du représenté et exercent ses droits comme s'il eût été vivant. C'est aussi dans ce sens que se prononce M. Gjorjevitch (1).

(1) *Droit successoral serbe*, t. I^{er}.

2° *Il faut que le représentant soit un descendant légitime du représenté.*

3° *Il faut que le représentant ait l'aptitude personnelle requise pour succéder au défunt (Arg., art. 419).*

4° *Il faut que tous les degrés intermédiaires entre le représentant et le de cujus soient vacants.* Ainsi le défunt laisse un fils et un petit-fils d'un fils prédécédé. Si le petit-fils renonce à la succession du grand-père, ses enfants ne peuvent succéder par représentation au bisaïeul, mais ils peuvent venir à la succession du défunt de leur chef et sans le secours de la représentation, car tous les degrés entre leur père et leur bisaïeul sont vacants. En effet, l'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier.

Effets de la représentation.

La représentation produit un double effet :

- a) Le représentant monte au degré du représenté ;
- b) Le partage s'opère par souche et non par tête.

Dans le cas où il n'y a pas de représentation il n'y a pas de partage par souches. Mais la loi admet un tempérament à cette règle. Ainsi une personne laisse trois enfants vivants ; tous les trois renoncent à la succession ou en sont écartés comme indignes. Primus et Secundus avaient chacun un enfant et Tertius en avait trois. Nous sommes alors en présence de cinq successibles. Ces successibles ne peuvent pas

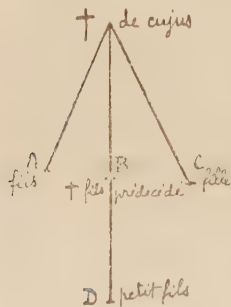
venir par représentation car leurs parents sont vivants. Ils pourront cependant venir de leur chef, mais alors le partage s'opérera par souche et non par tête. Cette solution est logique et équitable.

SECTION III. — Premier ordre. — Descendants.

Art. 396, 399, 400.

La loi serbe appelle d'abord à la succession d'une personne les descendants, c'est le premier ordre, mais elle ne les met pas tous sur le même rang. A la différence du droit français, elle fait venir à cette succession les fils à l'exclusion des filles: Si l'un des fils est prédécédé, le petit-fils est appelé par représentation.

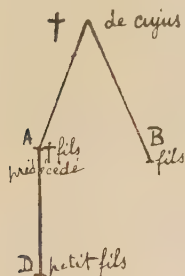
Prenons une espèce. Le *de cujus* laisse deux fils A et B et une fille C. La succession sera dévolue en totalité aux fils du défunt, A et B, à l'exclusion de la fille C, car les fils sont appelés à la succession par préférence aux filles.



Modifions un peu notre espèce. Le défunt laisse un fils A, un petit-fils D issu du fils B prédécédé et une fille C. La succession se divise alors en deux portions égales, une moitié est dévolue au fils A, l'autre appartient au petit-fils D (par représentation). La fille du défunt a

seulement droit à l'entretien, sa vie durant, et, en

cas de mariage, au trousseau. En d'autres termes, le fils A et le petit-fils D sont tenus de contribuer ensemble par moitié aux frais nécessaires pour l'entretien de la fille du défunt (habitation, nourriture, vêtements, etc.) sa vie durant, mais si elle se marie ils ne sont plus obligés que de lui donner le trousseau. Néanmoins, ceci n'est vrai d'une façon absolue, que s'il s'agit d'une succession dans un village. Au contraire, s'il s'agit d'une succession dans une ville, ils sont tenus de donner à la jeune fille une dot proportionnée à la succession. Ainsi la succession étant d'une valeur de 100.000 francs, la dot sera au maximum de 10.000 ou 15.000 francs.



Mais supposons que le défunt laisse un fils B et une petite fille D issue de son fils A prédécédé. Dans ce cas, d'après les plus récents arrêts de la cour de cassation, 29 octobre 1898, n° 8312 (1); 21 décembre 1898, n° 10331, la succession devra être dévolue en totalité

au fils B qui est un représentant masculin, et comme

(1) Dans l'arrêt du 29 octobre 1898, la cour de cassation déclare que le droit de représentation est la capacité que la loi accorde au descendant de venir occuper la place de son père prédécédé, seulement lorsqu'il s'agit d'une petite-fille qui vient par représentation elle ne peut pas avoir plus de capacité que celle

tel exclut de la succession la petite-fille D, car, dit-on, elle est un représentant féminin et ne peut, pour cette raison, succéder au défunt par représentation.

La petite-fille, d'après la jurisprudence, n'a dans ce cas que le droit à l'entretien et, à l'époque de son mariage, au trousseau d'usage.

Autrefois la jurisprudence se prononçait dans le sens contraire (Cassation, 12 septembre 1896, n° 8927 (1) ; 25 octobre 1896, n° 9623 ; 14 décembre

que le code civil accorde aux enfants féminins (art. 400, code civil). Par conséquent, la petite-fille, qui occupe vis-à-vis de son grand-père la place et le degré de son père prédécédé, doit être considérée, en ce qui concerne la succession de son grand-père, comme un enfant féminin et non comme un fils ou petit-fils. Elle aura seulement les droits que la loi accorde aux enfants féminins, et non ceux qu'elle confère aux enfants masculins. Donc si le grand-père laisse un fils vivant, ce fils exclura de la succession la petite-fille, car, en vertu de l'article 396 du code civil, les fils sont appelés à la succession du défunt par préférence aux filles.

(1) Dans l'arrêt du 12 septembre 1896, la cour de cassation fait observer qu'à côté du principe de la priorité des mâles sur les femelles, le droit serbe a admis le principe de la représentation, c'est-à-dire la possibilité pour les enfants du défunt de représenter leur parents prédécédés, et de réclamer la même part que celle que leurs parents auraient recueillie s'ils avaient été vivants lors du décès de l'ascendant. Elle estime qu'en cette matière les descendants féminins sont placés sur la même ligne que les descendants masculins, et s'appuie, pour soutenir cette opinion, sur l'article 399 du code civil, dont elle interprète l'expression « petits-fils » comme englobant également les petites-filles.

1896, n° 9854). La cour de cassation jugeait que la petite-fille du fils prédécédé en concours avec un oncle avait droit à une moitié de la succession du *de cujus*. La succession se divisait donc en deux portions égales.

L'incertitude de la jurisprudence, en cette matière, provient de l'obscurité des dispositions de notre code civil. L'article 396 (1) dispose que les fils et leurs descendants sont appelés à la succession du défunt avant tous autres parents. Il résultait de ce texte, d'après la première jurisprudence, que la petite-fille, étant descendant masculin (c'est-à-dire descendant du fils), avait le droit de partager la succession avec le fils survivant du défunt, son oncle à elle. La succession se divisait en deux parties égales. L'une allait à la petite-fille, l'autre restait à l'oncle.

Mais la cour de cassation, par un arrêt en date du 17 octobre 1896, consacra le système contraire ; elle juge à présent que la fille, d'après l'article 399, ne peut pas représenter son père parce que, dit-elle, l'article 399 ne parle que des petits-fils et non des petites-filles (2).

(1) Art. 396.— « *Les enfants masculins du défunt et leurs descendants masculins sont appelés à la succession du défunt par préférence aux autres. Ils excluent de la succession les sœurs, le père et la mère et leurs ascendants.* »

(2) Art. 399.— « *Les petits-fils dont le père est prédécédé viennent par représentation à la succession de leur grand-père, et*

Que faut-il penser de cette opinion de notre jurisprudence ? Nous n'hésitons à la repousser parce qu'elle aboutit à des solutions illogiques.

Ainsi, au cas où le défunt laisse une fille A et une petite-fille D de son fils prédécédé B la cour de cassation jugera que la succession doit être dévolue en totalité à la petite-fille, car, dit-elle, elle vient à la succession du défunt par représentation. Le fils du défunt (son père) aurait exclu de la succession la fille du défunt s'il avait survécu au défunt. Il est donc logique que la petite-fille soit également appelée à la succession du défunt à l'exclusion de la fille du défunt, car elle vient occuper la place laissée vacante par la mort de son père.

Au contraire, au cas où le défunt laisse une petite-fille D du fils B prédécédé et un fils A, la cour de cassation juge que la succession doit être dévolue en totalité au fils A survivant, car, dit-elle, la petite-fille n'étant pas un descendant masculin, un mâle, ne peut pas venir par représentation à la succession de son grand-père.

A notre avis un tel système est illogique, car un même texte de loi ne doit pas être interprété tantôt

*» prennent une part égale à celle qu'aurait recueillie leur père s'il
» avait été vivant au moment du décès du de cujus. Les arrière-
» petits-fils acquièrent également la part de leurs parents pré-
» décedés. »*

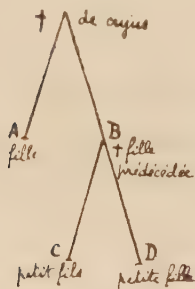
dans un sens, tantôt dans l'autre. Du moment que la cour de cassation admet que la petite-fille peut venir par représentation comme descendant masculin (mâle) lorsqu'elle concourt avec la fille du défunt, elle aurait dû reconnaître que la petite-fille peut également venir par représentation comme descendant masculin (mâle) au cas où elle concourt avec son oncle.

La cour de cassation se fonde aussi sur l'article 400 (1), aux termes duquel les descendants d'une fille concourent par représentation avec les autres filles du défunt, et elle en tire cette conséquence que la petite-fille ne peut concourir avec la fille du défunt qu'au cas où le défunt n'a pas laissé de fils. Et cependant, nous venons de le voir, la cour suprême ne donne pas le droit à la fille du défunt de concourir à la succession ; la succession est dévolue en totalité à la petite-fille car elle est un descendant masculin (un mâle). Voilà une solution singulière de la jurisprudence ! Au cas où la petite-fille concourt avec la fille du défunt, elle est un descendant masculin ; au cas où elle concourt avec le fils survivant du défunt, elle ne l'est pas !

(1) Art. 400.— « Au cas où le défunt ne laisse que des filles, la succession se divise entre elles en portions égales. Les descendants féminins viennent par représentation à la succession du de cujus. »

Le point de départ de notre jurisprudence est faux car la loi, dans l'article 400, en parlant des descendants féminins, veut désigner les descendants d'une femme. Par exemple, le défunt laisse une fille et une petite-fille d'une autre fille prédécédée. La petite-fille étant alors un descendant féminin (c'est-à-dire le descendant d'une fille prédécédée du défunt) vient par représentation à la succession et partage la succession par moitié avec la fille du défunt. La majorité de nos auteurs sont dans ce sens (Stojanovitch, Peritch, Gjordjevitch) (1).

Au cas où le défunt n'a pas laissé de descendants masculins, c'est-à-dire ni fils, ni petits-fils, ni arrière-petits-fils, etc., ni petite-fille, arrière-petite-fille du fils prédécédé, la loi appelle à la succession les filles du défunt. La succession se divise entre elles en des portions égales.



Supposons que le défunt laisse une fille A et des descendants (petit-fils C et petite-fille D d'une autre fille prédécédée B). La succession se divise alors par moitié entre le petit-fils C et la fille A du défunt, car le petit-fils est à présent un descendant féminin. La petite-fille

(1) Stojanovitch, *Ordre successoral serbe*; Peritch, *Cours de droit civil*, sténographié et rédigé par M. G. Niketich; Gjordjevitch, *Droit successoral serbe*, t. 1^{er}.

D n'a droit qu'à l'entretien et, à l'époque de son mariage, au trousseau, parce qu'en vertu du principe de la priorité des mâles sur les femelles, le petit-fils C est appelé à la succession par préférence à la petite-fille D.

SECTION IV. — Deuxième ordre.

Ascendants privilégiés et collatéraux privilégiés.

**Art. 401, 402 du code civil et décision législative du 29 mai 1853,
Recueil VII, p. 52.**

A défaut de descendants la loi appelle à la succession du défunt, le deuxième ordre, composé du père du défunt et de ses descendants, mais ne les appelle pas tous à la fois.

Supposons que le défunt laisse, outre son père et sa mère, un frère germain, un frère utérin, un frère consanguin, une sœur germaine, une sœur utérine et une sœur consanguine. Ils ne viendront à la succession que dans un certain ordre :

La loi serbe appelle d'abord :

1° *Le père du défunt*, à l'exclusion de tous autres héritiers, car il est le fondateur du deuxième ordre (génération). A défaut, elle appelle :

2° *Le frère germain et le frère consanguin*, car le frère consanguin est assimilé entièrement, d'après la loi serbe, au frère germain, *et leurs descendants* par représentation, naturellement le petit-fils avant la petite-fille. A leur défaut la loi appelle :

3° La mère, les sœurs germaines, consanguines et leurs descendants par représentation, naturellement les descendants mâles avant les femmes. La succession se divise entre ces personnes en portions égales.

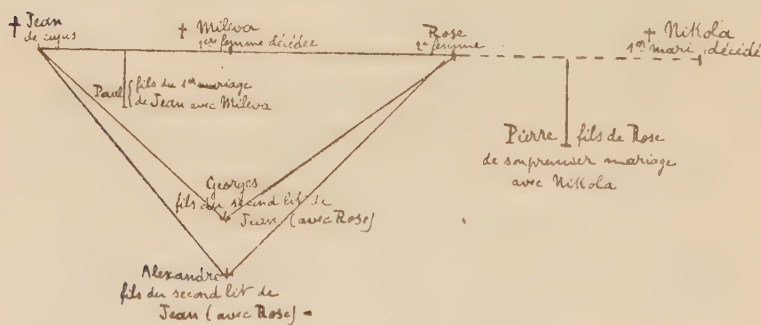
Si le défunt n'a laissé ni mère, ni sœurs germaines, consanguines ou descendants de ces personnes, la loi appelle à la succession du défunt :

4° Les frères utérins du défunt et leurs descendants par représentation, naturellement le petit-fils avant la petite-fille.

A défaut de frères utérins et de leurs descendants la loi appelle :

5° Les sœurs utérines du défunt et leurs descendants, toujours le petit-fils avant la petite-fille.

Nous allons voir à présent apparaître une grande différence avec le droit français. Prenons une espèce pour mieux comprendre la situation.



Un homme veuf, Jean, ayant un fils Paul, d'un premier lit (première femme Mileva), épouse une

femme veuve, Rose, qui a également un fils Pierre de son premier mariage avec Nikola. Deux fils, Alexandre et Georges, naissent de cette union (entre Jean et Rose). Lors de son mariage, Rose a apporté à Jean en dot une maison d'une valeur de 20.000 francs. Jean meurt laissant, outre sa veuve Rose, un fils de son premier mariage, Paul, deux fils de son deuxième mariage, Alexandre et Georges, et un beau-fils, Pierre (le fils de Rose et de Nikola).

La succession de Jean se divise entre ses fils Alexandre, Georges et Paul, quoique de différents lits, en fractions égales.

Peu de temps après Rose meurt également. Sa succession (maison d'une valeur de 20.000 francs), sera dévolue en totalité à ses fils Pierre (fils de son premier mariage), Alexandre et Georges (fils de son deuxième mariage), car Pierre, d'une part, et Alexandre, de l'autre, sont des frères utérins et comme tels excluent de la succession maternelle (*de cujus* Rose) leur frère consanguin Paul, car il faut bien remarquer qu'il s'agit de la succession maternelle.

Supposons à présent que Alexandre (fils du deuxième mariage) meure sans descendants. Sa succession sera dévolue en totalité, c'est-à-dire non seulement la part qu'il a reçue par succession de son père Jean, mais aussi la part de la succession de sa mère Rose, à ses frères Georges, frère germain du *de cu-*

jus, et Paul, frère consanguin du *de cujus*. Pierre, frère utérin du *de cujus* n'aura rien, car les frères germains et consanguins du défunt sont appelés à la succession par préférence aux frères utérins.

Notre loi diffère donc sur ce point du droit français où, dans le cas où le défunt ne laisse pas de descendants, la loi appelle concurremment les ascendants, les frères ou sœurs et leurs descendants. Chaque ascendant privilégié a droit à un quart et le reste revient aux collatéraux privilégiés.

Nous préférons la solution du droit français qui nous paraît plus juste. La loi serbe blesse l'équité en décidant que la succession ne sera dévolue dans ce cas qu'au frère du défunt.

Dans le droit français, lorsque le défunt ne laisse que des collatéraux privilégiés mais de lits différents (frère germain, consanguin, utérin), la succession se divise par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt ; les germains prennent part dans les deux lignes, les utérins et consanguins dans leur ligne seulement. Donc la loi française accorde au frère utérin du *de cujus* au moins un quart de la succession. Le droit serbe, au contraire, ne lui donne rien, la succession est dévolue en totalité au frère germain et au frère consanguin du *de cujus* qui se la partagent et prennent ainsi chacun la moitié.

Les conséquences d'un pareil système peuvent être

pires encore, car d'après la loi serbe les biens du défunt ne sont pas confondus en une seule masse. On fait une distinction entre les biens venant du père et ceux venant de la mère. On applique la règle « *Paterna paternis, materna maternis* », et bien qu'on ne le fasse que dans une certaine mesure, puisqu'on s'en tient aux biens recueillis par le défunt dans la succession de ses ascendants du premier degré (père, mère), l'observation de cette règle n'en conduit pas moins à des conséquences injustes.

Ainsi reprenons notre espèce. Rose a laissé, à son décès, un patrimoine d'une valeur de 20.000 francs ; son mari Jean n'a laissé aucun patrimoine. Comme il s'agit de la succession maternelle, la succession sera dévolue à ses fils Alexandre et Georges, les enfants de son deuxième mariage, et Pierre, l'enfant de son premier mariage ; Paul en sera exclu, car il n'est pas le fils de Rose. Jusqu'à présent, rien que de très équitable.

Peu de temps après, Alexandre meurt. Sa succession se divise en deux parts égales. Une part revient à Georges, frère germain du *de cuius*, l'autre part à Paul, frère consanguin du *de cuius*. Pierre étant le frère utérin du *de cuius* est exclu de la succession, car nous avons déjà fait observer que la loi serbe appelle à la succession les frères germains et consanguins du défunt par préférence aux frères utérins.

Cette solution est-elle juste? Evidemment non. La moitié de la succession du *de cujus* dévolue à Paul provient de la mère du *de cujus*, et néanmoins la loi serbe donne cette part à Paul, frère consanguin du *de cujus*, qui n'a aucun lien de parenté avec Rose, mère du *de cujus*, et exclut de cette succession Pierre qui est le fils de Rose de son premier mariage, et par conséquent frère utérin du défunt (1).

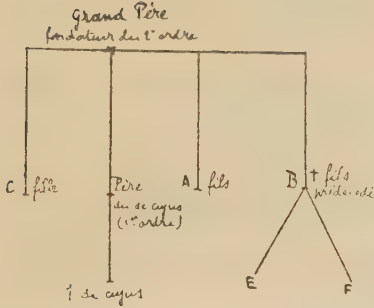
SECTION V. — Troisième ordre.

Aïeul paternel et ses descendants (art. 404).

A défaut de parents du deuxième ordre, la loi appelle : 1° *Le grand-père paternel* du défunt. Il recueille donc la succession tout entière à l'exclusion de tous les autres parents, et cela à titre de fondateur, de représentant du troisième ordre, dans chaque ordre le fondateur étant appelé le premier.

A défaut du grand-père la loi appelle *les fils du grand-père paternel* et leurs descendants par représentation.

(1) Notre législateur aurait pu éviter cette solution injuste en tenant compte de la nature et de l'origine des biens, comme il l'a fait quelquefois, auquel cas dans notre exemple le frère utérin aurait succédé au défunt à l'exclusion du frère consanguin puisqu'il s'agissait d'un bien provenant du patrimoine maternel. Mais puisqu'il n'a pas fait intervenir ici ce principe, au moins aurait-il été équitable qu'il accordât un droit successoral égal à tous les enfants de lits différents, comme l'a fait le législateur français.

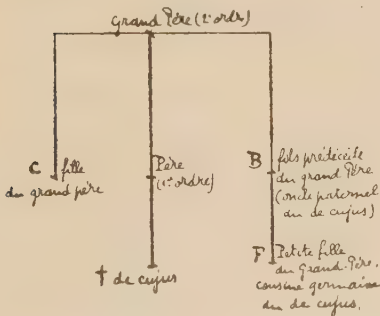


Ainsi le défunt laisse une tante paternelle C (fille du grand-père), un oncle paternel A (fils du grand-père), un cousin germain E (petit-fils du grand-père) et

une cousine-germaine (petite-fille du grand-père). Les enfants de l'oncle prédécédé B peuvent invoquer le bénéfice de la représentation, car la loi serbe admet la représentation à l'infini.

La succession sera dévolue à l'oncle paternel A, fils du grand-père, fondateur de l'ordre, et au cousin germain E, qui succède au défunt par représentation et qui étant un descendant mâle exclus de la succession sa sœur F, et partagée entre eux.

Autre exemple :



Le défunt laisse une tante paternelle C et une cousine germaine F. La succession sera dévolue en totalité à la cousine germaine F ; la cousine succède donc au

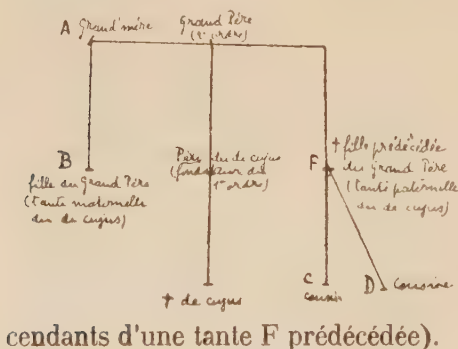
défunt, car elle est un descendant masculin (c'est-à-dire

d'un fils prédécédé du défunt). Le principe est donc toujours le même.

En premier lieu, le descendant masculin, c'est-à-dire les fils, petits-fils, arrière-petits-fils, petites-filles, arrière-petites-filles, etc., d'un fils prédécédé, est appelé à la succession du défunt par préférence au descendant féminin, c'est-à-dire les filles, petites-filles, etc., d'une fille prédécédée.

En second lieu, parmi les descendants masculins les mâles sont appelés à la succession du défunt par préférence aux femelles. Ainsi le petit-fils d'un fils prédécédé est appelé avant la petite-fille de ce même fils prédécédé.

A défaut des fils du grand-père et leurs descendants la loi appelle la *grand'mère paternelle* (femme du grand-père paternel), les filles du grand-père paternel (tantes paternelles), et leurs descendants par représentation, au cas où l'une d'elles est déjà prédécédée, naturellement toujours en suivant le même principe que le petit-fils exclut la petite-fille.

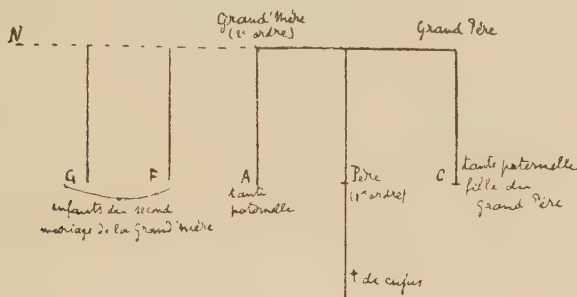


Ainsi le défunt laisse sa grand-mère paternelle A et une tante paternelle B (fille du grand-père), une cousine D et un cousin C (des-

cendants d'une tante F prédécédée).

La succession sera dévolue à la grand'mère A, à la tante paternelle B et au cousin C qui exclut de la succession sa sœur D, d'après le principe déjà connu, et partagée entre eux en fractions égales, chacun prenant un tiers.

La loi n'appelle que la grand'mère paternelle et les descendants de son mariage avec le grand-père du *de cujus* et non ses descendants d'un autre mariage. Donc les frères et sœurs utérins du père du *de cujus* sont exclus de la succession.



G et F, frère et sœur utérins du père du *de cujus*, sont exclus de la succession du *de cujus*.

La priorité de la branche paternelle sur la branche maternelle n'existe qu'à partir du troisième ordre. De même la branche paternelle ne se sépare de la branche maternelle qu'à partir du troisième ordre, car on appelle dans le deuxième ordre les frères et sœurs utérins du défunt par préférence au grand-père paternel et de ses descendants (sauf les frères et

sœurs consanguins du défunt), tandis qu'on n'appelle pas dans le troisième ordre les frères et sœurs utérins du frère du défunt. Ils sont exclus de la succession du *de cujus*.

A défaut d'héritiers du troisième ordre, la succession est déférée au quatrième ordre.

SECTION VI. — Quatrième ordre.
Bisaïeul paternel et ses descendants.

La succession est dévolue en totalité :

1° *Au bisaïeul paternel*, fondateur du quatrième ordre. S'il est prédécédé, la loi appelle ses descendants ; d'abord :

Les fils et leurs descendants (toujours le petit-fils excluant la petite-fille) ; ensuite :

Les filles et leurs descendants (toujours le petit-fils excluant la petite-fille).

A défaut d'héritiers du quatrième ordre la succession passe au cinquième ordre.

SECTION VII. — Cinquième ordre.
Trisaïeul paternel et ses descendants.

La succession est dévolue en totalité au *trisaïeul paternel*, fondateur du cinquième ordre. S'il est prédécédé, ses descendants viennent prendre sa place par représentation, le même principe s'appliquant toujours : le descendant masculin excluant le descen-

dant féminin, et parmi les descendants, soit masculins, soit féminins, les mâles excluant de la succession les femmes.

SECTION VIII. — Sixième ordre.

Père du trisaïeul paternel et ses descendants.

A défaut d'héritiers du cinquième ordre, la succession est dévolue en totalité au père du trisaïeul paternel, fondateur du sixième ordre. S'il est prédécédé la loi appelle ses descendants par représentation, d'après les règles déjà exposées.

SECTION IX. — Septième ordre. — Branche maternelle.

Enfin, à défaut d'héritiers du sixième ordre, la succession est dévolue en totalité à la branche maternelle de la même manière et dans le même ordre que celui que nous venons de décrire dans la branche paternelle, c'est-à-dire que la succession est dévolue d'abord au troisième ordre de la branche maternelle.

La succession est dévolue en totalité au *grand-père maternel*, fondateur du troisième ordre de la branche maternelle. S'il est prédécédé, on appelle ses descendants par représentation, etc., toujours d'après les mêmes principes.

A défaut d'héritiers du troisième ordre de la branche maternelle, on procède de la même façon et

d'après les règles déjà exposées pour les quatrième, cinquième et sixième ordres.

A défaut d'héritiers du sixième ordre de la branche maternelle, la succession est dévolue, en totalité, mais alors seulement, au conjoint du défunt.

Enfin au cas où le défunt n'a laissé ni parents au degré successible, ni conjoint, la succession revient à l'Etat (art. 350 du code civil serbe).

SECTION X. — Théorie des commorientes.

Aux termes de l'article 394 du code civil, les biens d'un citoyen serbe passent après sa mort à ses héritiers d'après l'ordre déterminé par la loi. Il faut donc que l'héritier existe au moment de l'ouverture de la succession, car c'est à cet instant même que le droit héréditaire se fixe sur sa tête. Et, en cas de doute, il appartient à celui qui réclame une succession du chef d'un individu décédé de prouver que le dit individu était vivant à cette époque.

Nous avons supposé jusqu'à présent qu'on pouvait prouver le moment précis où la mort d'un individu s'était produite. *Quid* si on ne peut pas faire cette preuve ? Par exemple, deux personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, meurent dans un même événement (nauffrage, incendie), de telle façon qu'on ne peut pas établir l'ordre des décès. La loi serbe a établi pour ce cas certaines présomptions :

Celui qui était dans le danger postérieur sera présumé avoir survécu. Ainsi dans un incendie qui s'est déclaré au second étage d'une maison, celui des deux frères qui habitait ce second étage sera considéré comme ayant succombé avant celui qui habitait le premier étage, car il était dans le danger antérieur.

Au contraire, si le danger était simultané, c'est-à-dire s'était présenté au même instant pour les deux frères, par exemple, tous les deux habitaient le second étage de la maison où l'incendie s'est déclaré, ou, encore, en cas de naufrage, tous les deux ne savaient pas nager, celui qui était le plus jeune sera présumé avoir survécu au plus âgé.

Enfin, dans le cas où les personnes ayant péri ensemble dans le même accident, étaient de sexe différent, l'homme sera toujours présumé à âge égal avoir survécu (art. 52 du code civil serbe).

CHAPITRE IV

Règles spéciales à certaines successions.

SECTION I. — Les droits héréditaires des enfants naturels.

Avant d'entrer dans les détails des droits héréditaires des enfants naturels, il importe de se demander quels enfants la loi serbe considère comme illégitimes.

D'après la loi serbe sont enfants naturels :

1° L'enfant né de parents non mariés ;

2° L'enfant né pendant le mariage de ses parents, mais avant les cent quatre-vingts jours qui suivent la célébration du mariage. Toutefois si le mari ne désavoue pas cet enfant dans un délai de trois mois, qui court du jour où il a appris la naissance de l'enfant, celui-ci sera considéré comme légitime (Arg., art. 113 et 128 du code civil serbe) ;

3° L'enfant né plus de trois cents jours après la dissolution du mariage par le divorce, ou après la mort du mari.

4° L'enfant né dans le délai légal, si le mari prouve qu'il y avait impossibilité physique de cohabitation

entre lui et sa femme pendant tout le temps où la conception a été possible, par exemple pour cause d'éloignement ou de maladie grave (Arg., art. 114 du code civil serbe).

La loi serbe n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère décédés, même s'ils ont été légalement reconnus. En ceci elle diffère du droit français. Elle ne leur concède qu'un droit aux aliments, et encore à la condition d'avoir été volontairement reconnus, car la recherche de la paternité naturelle est interdite.

Les parents naturels sont donc tenus de fournir des aliments à leurs enfants naturels légalement reconnus. A leur défaut, c'est-à-dire s'ils sont morts, cette obligation passe aux parents maternels et paternels (art. 131). Au cas où le père et la mère sont inconnus, la commune dans laquelle l'enfant est né sera tenue de cette obligation. C'est ce qui résulte de l'interprétation législative du 24 novembre 1854 (*Recueil* VIII, page 16).

Tant que l'enfant n'est pas légitimé, la puissance paternelle n'existe pas au profit du père naturel ; cette puissance est exercée par la mère naturelle ou par la personne qui s'est chargée de l'éducation et de l'entretien de l'enfant (père, mère nourricière), et ce n'est que tout autant que la mère y consent que la

puissance paternelle peut être exercée par le père naturel (art. 135).

A part ce qui vient d'être dit pour les aliments, les enfants naturels n'ont aucun droit sur les biens de leurs père et mère, mais ceux-ci peuvent les instituer légataires universels et leur laisser ainsi la succession tout entière s'il n'y a pas d'héritiers réservataires.

Pour que les enfants naturels même légalement reconnus puissent succéder à leurs parents, ils doivent être légitimés, et alors ils sont, d'après la loi serbe, assimilés entièrement aux enfants légitimes.

Les enfants naturels peuvent être légitimés :

1° Par la validation d'un mariage nul. Ainsi le mariage d'un impubère (jeune fille n'ayant pas encore 15 ans ou mari n'ayant pas encore 17 ans) est nul, mais une dispense d'âge obtenue après la célébration du mariage religieux le rendrait valable — en ceci le droit serbe diffère du droit français, — et l'enfant né avant la dispense sera considéré comme légitimé (Arg., art. 72 et art. 134, al. 1) ;

2° Par le mariage subséquent. A la différence du droit français la loi serbe n'exige pas, pour la légitimation, une reconnaissance antérieure au mariage. La légitimation a lieu de plein droit par l'effet du mariage (Arg., art. 134, al. 2) ;

3° Par rescrit du prince. La légitimation, dans ce

cas, a lieu à la requête du père ou de la mère, à condition qu'elle ne nuise pas aux droits des tiers (Arg., art. 134, al. 3, art. 143, 145) (1).

Les enfants légitimés par mariage subséquent et par validation du mariage ont les mêmes droits que s'ils étaient nés du mariage. La loi ne fait aucune distinction entre ces deux classes d'enfants. C'est au contraire une question controversée que celle de savoir si la légitimation par rescrit du prince produit des effets aussi énergiques que la légitimation par mariage subséquent et par validation. Alors que MM. Matich et Gjordjevitch soutiennent énergiquement l'affirmative, M. Arandjelovitch (cours autographié, pages 55-56) prétend que cette espèce de légitimation ne confère pas à l'enfant le droit de succéder à ses père et mère.

M. Gjordjevitch invoque à l'appui de son opinion que s'il est vrai que les enfants légitimés par rescrit du prince ne peuvent pas participer aux droits déjà acquis au profit des enfants légitimes avant leur légi-

(1) Art. 134. — « *Les enfants naturels peuvent être légitimés et sont alors assimilés complètement aux enfants légitimes : 1° lorsque les empêchements prévus par le chapitre suivant ont disparu et que le mariage autrefois nul est validé ; 2° par suite du mariage subséquent des parents de l'enfant naturel ; 3° lorsque, sur la demande des parents de l'enfant naturel, celui-ci a été légitimé par le pouvoir supérieur, sans que cette légitimation puisse néanmoins nuire aux droits des tiers.* »

timation, ils ont le droit de succéder à leurs père et mère car les enfants légitimes n'avaient, à l'époque de leur légitimation, acquis aucun droit sur la succession de leur père et mère, puisque ceux-ci étaient encore vivants. Par conséquent l'enfant légitimé en venant à la succession de ses père et mère en concours avec les enfants légitimes ne porte atteinte à aucun droit acquis. Et M. Gjordjevitch conclut que c'est par inadvertance du rédacteur du code civil serbe qu'on a inséré dans l'article 409 les mots : « *par mariage subséquent* ». M. Matich (*Commentaire du droit civil*, tome II, p. 557) se prononce dans le même sens, bien que ne donnant aucune raison juridique de son opinion, ainsi que M. Peritch, page 127, cours autographié.

Au contraire, M. Arandjelovitch refuse à l'enfant légitimé par rescrit du prince le droit de succéder à ses père et mère. Il se fonde sur ce que la légitimation par rescrit du prince ne produit pas des effets aussi énergiques que la légitimation par mariage subséquent. D'après lui l'enfant légitimé par rescrit du prince n'acquiert que le droit de porter le nom de famille de son père, mais non celui de succéder à ses père et mère, sauf la possibilité, d'après l'article 409, pour ses parents de l'instituer légataire universel, mais, toutefois, dans les limites de la quotité disponible s'il se trouve en présence d'héritiers réservataires.

Néanmoins le roi en accordant la légitimation à l'enfant naturel peut l'assimiler entièrement à l'enfant légitime. Les père et mère de l'enfant naturel peuvent aussi, en sollicitant la légitimation, indiquer quels droits ils désirent voir accorder à leur enfant naturel. Mais, et ceci est très important, au cas où les parents n'auraient pas exprimé sur ce point leur intention, et où le décret royal accorderait simplement la légitimation sans préciser les droits qu'elle implique, il faut décider que l'enfant légitimé de cette façon n'acquiert pas le droit de succéder à ses père et mère.

Entre ces deux opinions nous préférons la dernière. Nous estimons que l'enfant naturel légitimé par rescrit du prince (décret royal) n'a pas le droit de succéder à ses père et mère, et nous nous appuyons pour cela non seulement sur l'article 409, mais aussi sur l'article 134, alinéa 3 ainsi conçu: « *l'enfant naturel légitimé, à la requête de ses père et mère, par l'autorité supérieure est assimilé à l'enfant légitime, à la condition que l'assimilation ne nuise pas aux droits des tiers* ».

Il résulte clairement de cet article qu'une pareille légitimation ne peut pas nuire aux droits des tiers.

Le prince a donc le devoir préalable d'examiner si cette légitimation est de nature à nuire à ces droits, et une fois qu'il se sera assuré qu'il n'en sera pas ainsi, il pourra l'accorder à l'enfant naturel.

Pour éviter qu'une telle légitimation ne nuise aux

droits des tiers, le juge, aux termes de l'article 143, doit entendre (consulter) les parents (enfants légitimes, sœurs, frères, etc.) dont les intérêts pourraient avoir à souffrir du fait de cette légitimation. L'enfant naturel, s'il a 17 ans, doit également être consulté par lui. Toutes ces formalités sont nécessaires pour empêcher que la réserve des enfants légitimes ne soit entamée.

Lorsqu'il sera établi par cette consultation des parents, et par l'avis personnel du juge, que la légitimation ne nuira ni aux droits des enfants légitimes ni à ceux des tiers, le juge adressera, aux termes de l'article 144, la demande au ministre de la justice accompagnée d'un rapport dans lequel il fera connaître son avis. Le ministre après s'être assuré qu'il n'existe aucun obstacle à l'octroi de la légitimation, transmet cette demande au roi, accompagnée d'un rapport dans lequel il fait connaître son avis sur la suite qu'il convient de lui donner. Du jour où le roi a signé le décret l'enfant devient légitime et acquiert le droit de succéder à ses père et mère.

D'ailleurs l'article 409 est également en faveur de notre opinion, car il déclare formellement : « *que les enfants naturels n'acquièrent le droit de succession que du jour où ils ont été légitimés par le mariage subséquent de leurs parents* ». L'expression « par le mariage subséquent » montre clairement que

ces mots se rapportent à l'alinéa 1 et 2 de l'article 134 et non à l'alinéa 3 de ce même article. Il est donc permis de croire qu'il n'y a dans cet article aucune faute de rédaction comme on le prétend dans l'opinion contraire.

Citons également en faveur de notre opinion un arrêt statuant sur la légitimation (V. Branié, 1898, n° 2, pages 55-59).

Droits accordés aux père et mère naturels dans la succession de leur enfant.

Les parents naturels ne peuvent pas succéder à leur enfant, même s'ils l'ont reconnu, sauf dans le cas où ils se sont chargés de son éducation et de son entretien. Alors, mais alors seulement, ils peuvent venir à la succession de leur enfant naturel mort sans postérité et sans avoir laissé de testament.

Si à la place des parents naturels, une autre personne (père ou mère nourricière) s'était chargée de cette éducation et de cet entretien, ce sera cette personne qui succèdera à l'enfant naturel et non les parents naturels.

SECTION II. — Les droits de l'adopté dans la succession de l'adoptant.

L'enfant adopté conformément aux prescriptions légales est assimilé entièrement ou partiellement à l'en-

fant légitimé. La loi serbe admet deux sortes d'adoption, l'adoption entre vifs et l'adoption testamentaire.

a) Adoption entre vifs.

L'adoption entre vifs est dite « entière » lorsqu'elle est faite sans aucune condition. Cette adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant qu'il ajoute à son nom propre. L'adopté entre dans la famille de l'adoptant et acquiert le droit de succession (art. 137 code civ. (1). Il tombe sous la puissance de l'adoptant et est tenu envers ce dernier de toutes les obligations qui incombent aux enfants légitimes. Mais l'adoption ne fait pas sortir l'adopté de sa famille naturelle, et les liens qui le rattachent à cette famille ne sont pas rompus.

Pour que l'adopté puisse être assimilé entièrement à l'enfant légitime les conditions suivantes doivent être remplies. Il faut :

1° Que l'adoptant ait quinze ans de plus que l'adopté.

2° Que l'adopté soit étranger à l'adoptant. Par conséquent d'après la loi serbe, l'adoptant ne peut adopter son enfant naturel légalement reconnu.

(1) Art. 137, code civil.— « On peut adopter un enfant de trois » manières : 1° Lorsqu'un homme ou une femme adoptent sans aucune condition un enfant masculin ou féminin. Cet enfant est » alors assimilé complètement à l'enfant légitime et s'appelle fils » adoptif ou fille adoptive. Les parents s'appellent père adoptif » et mère adoptive, etc. »

3° Que la personne qui veut se donner en adoption ait le consentement de ses père et mère ou de son tuteur, lorsqu'elle est mineure et que ses parents sont morts.

4° Que l'adoptant, s'il fait partie de la zadrouga, ait le consentement de tous les membres de cette zadrouga. Si la zadrouga lui refuse son consentement, l'adoptant ne peut pas se faire autoriser à cet effet par la justice (art. 136, 138, 139, 140, 142 du code civil serbe).

Au contraire l'adoption entre vifs est dite « partielle » lorsqu'elle est limitée dans ses effets. Si l'adopté est majeur, son consentement suffit. S'il est mineur, le consentement de ses père et mère est indispensable ; s'ils sont décédés, l'autorisation de son tuteur homologuée par le tribunal est nécessaire.

Les droits conférés à l'adopté par cette adoption sont ceux prévus par le contrat d'adoption. En cas de doute le contrat doit toujours être interprété en faveur de l'enfant adoptif (1).

A côté de cette adoption entre vifs, totale ou par-

(1) L'enfant adopté partiellement n'est pas assimilé à l'enfant légitime. Il n'acquiert pas le nom de son père adoptif, et les droits qui lui sont conférés sur la succession de son père adoptif n'existent que dans la mesure déterminée par le contrat d'adoption, mais dans aucun cas la réserve des enfants légitimes ou adoptés par une adoption entière ne doit être entamée.

tielle, nous trouvons la *tutelle officieuse* (adoption nourricière), dont les effets sont peu nombreux. Ils consistent dans la naissance à la charge de l'adoptant de l'obligation de nourrir et d'entretenir l'adopté et de payer les frais de son éducation. Mais ici aucun lien de parenté, aucun droit de succession n'existent entre le père adoptif et l'enfant adoptif (art. 144).

L'adoption entière et l'adoption partielle, pour être valables, doivent se faire par contrat écrit. Ce contrat doit être vérifié par le prêtre compétent et par le maire qui s'assureront que toutes les conditions exigées par la loi sont remplies. L'homologation du tribunal de première instance est ensuite nécessaire.

b) Adoption testamentaire.

La loi serbe autorise également l'adoption par testament. Les conditions de cette adoption sont les mêmes que celles de l'adoption entre vifs.

Les parties contractantes peuvent se passer de l'autorisation du tribunal, si elles expriment formellement leur volonté à cet effet.

D'après la loi serbe les enfants légitimes ne font pas obstacle à l'adoption. C'est là une différence avec le droit français.

L'adopté, tout au moins dans l'adoption entière, acquiert la qualité de réservataire, et réduit par suite la réserve des autres enfants légitimes de l'adoptant.

Il a donc le droit de concourir dans la succession de l'adoptant avec des enfants légitimes nés avant ou après l'adoption (Cour de cassation, toutes chambres réunies, 27 mars 1906, n° 3125).

L'enfant adopté sans aucune condition (adoption entière) est assimilé entièrement à l'enfant légitime, et comme tel a le droit de succéder aux enfants de l'adoptant décédés sans postérité.

En cas de décès de l'enfant adoptif sans postérité sa succession tout entière est dévolue aux descendants légitimes de l'adoptant.

Les descendants de l'adoptant succèdent donc, à la différence du droit français, non seulement aux biens que l'adopté tient de l'adoptant, mais encore aux biens qu'il a acquis personnellement ou par succession de sa famille naturelle. La loi française ne leur confère, dans cette hypothèse, que le droit de reprendre les biens que l'adopté tient de l'adoptant.

A défaut des descendants de l'adoptant la succession de l'adopté est dévolue à la famille naturelle de l'enfant adoptif, l'héritier le plus proche succédant à l'exclusion du plus éloigné, mais les ascendants de l'adoptant et leurs descendants ont le droit de reprendre les biens que l'adopté tient de l'adoptant.

Une question très controversée est celle de savoir si l'enfant adoptif a le droit de succéder aux parents de l'adoptant ?

Dans une première opinion (M. Gjordjevitch, *Les successions*, p. 100), on doit répondre à cette question par la négative, car, dit-on, l'adoption étant un contrat ne crée de relations juridiques qu'entre l'adoptant et l'adopté, et les conventions n'ont d'effet qu'à l'égard des parties contractantes (art. 552 du code civil serbe).

A notre avis, l'enfant adopté acquiert par l'adoption tous les droits des enfants légitimes, notamment le droit de succéder aux parents de ses père et mère adoptifs. Les effets de l'adoption atteignent donc d'autres personnes que les deux contractants (Arg., art. 138. En ce sens, M. Peritch, cours autographié, p. 128 ; C. cass., 30 mars 1885, n° 1120).

SECTION III. — Les droits du conjoint survivant.

Autrefois le code civil serbe n'accordait à la veuve aucun droit de succession sur les biens de son mari prédécédé, sauf la faculté pour le mari de tester en sa faveur. Au contraire, le mari pouvait succéder à sa femme, lorsqu'elle ne laissait pas de parents au degré successible (art. 146). Mais plus tard, par la décision législative du 21 octobre 1850 (*Recueil* V, page 293), le même droit fut étendu à la femme.

Donc, aujourd'hui, d'après le code civil serbe, lorsque le défunt ne laisse pas de parents au degré suc-

cessible, les biens de sa succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

Quid des héritiers du conjoint survivant ? Peuvent-ils succéder au défunt au cas où le conjoint lui aura survécu, et leur aura transmis ses droits ? Il ne faut pas hésiter à répondre affirmativement quoique la loi n'accorde expressément ce droit qu'aux héritiers du mari survivant.

Pour que le conjoint survivant, et après sa mort ses héritiers puissent succéder à son conjoint, trois conditions sont nécessaires :

- a) Qu'il y ait mariage valable ;
- b) Que les époux ne soient pas divorcés ;
- c) Que l'époux survivant n'ait pas abandonné son conjoint volontairement, c'est-à-dire il n'y ait pas l'abandon malicieux de l'article 417.

Si le *de cujus* laisse des héritiers au degré succcessible la veuve aura un droit d'usufruit sur ses biens jusqu'à sa mort ou son nouveau mariage, et au cas où il y aurait désaccord entre elle et les héritiers du *de cujus*, elle peut réclamer qu'ils lui donnent en jouissance une part des biens héréditaires égale aux parts des autres héritiers du défunt.

Ainsi le *de cujus* laisse outre sa veuve, trois fils, une fille et sa mère. Dans ce cas le droit d'usufruit du conjoint survivant portera sur le quart de la succession, mais la veuve sera tenue sur sa part de contri-

buer avec ses fils aux frais nécessaires à l'entretien de la mère et de la fille.

Nous avons déjà fait remarquer, en effet, que les fils succèdent d'après la loi serbe au *de cujus* à l'exclusion des filles, celles-ci n'ayant droit qu'à l'entretien, et en cas de mariage au trousseau sous la réserve, cependant, que dans les villes elles ont la possibilité de réclamer une dot proportionnelle à la valeur de la succession.

Si le *de cujus* laisse des parents autres que ses enfants légitimes et ses père et mère, le droit d'usufruit du conjoint portera sur la succession tout entière (art. 415 ; Cass., 3 mai 1907, n° 4053).

Pour permettre à la veuve d'exercer son droit d'usufruit, la part de succession qui lui est attribuée est grevée d'une hypothèque tacite, et il n'est possible aux héritiers du *de cujus* de disposer de cette part que dans les cas suivants : *a*) consentement par elle à l'aliénation ; *b*) nouveau mariage, car alors son droit d'usufruit s'éteint ; *c*) mort.

Supposons que le *de cujus* ait institué par testament comme héritiers, outre ses parents de l'article 414 (fils, fille, mère, père), un ou plusieurs collatéraux ordinaires, le droit d'usufruit de la veuve portera sur une part de la succession égale aux parts des héritiers de l'article 414, car les collatéraux ordinaires n'auront pas droit à l'usufruit tant que la veuve vivra.

Supposons maintenant que le *de cujus* institue par son testament comme héritiers des collatéraux ordinaires et une personne étrangère, par exemple un de ses amis. Le droit d'usufruit de la veuve portera alors sur la moitié de la succession, et si les libéralités faites par le défunt dans son testament dépassent la quotité disponible elles ne pourront produire d'effet tant que la veuve vivra ; mais après sa mort ou son remariage les legs faits par le défunt seront imputés sur la quotité disponible et sur sa part puisque son droit d'usufruit s'est éteint par l'un ou l'autre de ces événements.

CHAPITRE V

De l'acceptation et de la répudiation des successions.

Celui auquel une succession est déférée par la loi a le choix entre trois partis : accepter purement et simplement, accepter sous bénéfice d'inventaire, renoncer.

Si l'héritier accepte purement et simplement la succession, le patrimoine du défunt et son patrimoine propre ne formeront plus qu'un seul et même patrimoine. L'acceptation pure et simple entraîne donc la confusion des biens et des dettes du défunt avec les biens et les dettes de l'héritier, car l'héritier est devenu propriétaire de tout ce qui appartenait au défunt, et débiteur de tout ce qu'il devait. Par conséquent, il se trouve obligé, d'après l'article 488 du code civil serbe, au paiement des charges héréditaires *etiam ultra vires hereditatis*.

Parmi les charges dont l'article 488 déclare l'héri-

tier tenu indéfiniment, doit-on faire figurer les legs faits par le défunt ? En d'autres termes, l'héritier est-il tenu *etiam ultra vires hereditatis* du paiement des legs comme de celui des dettes ?

A notre avis, on doit répondre affirmativement à cette question ? En effet l'article 488 déclare : *que l'héritier est tenu indéfiniment de toutes les dettes et charges du défunt* Le mot *charges* de notre article 488 a un sens aussi général que possible. Il comprend non seulement les legs, mais aussi les obligations du défunt, par exemple l'obligation de payer une pension alimentaire à la veuve du défunt, en cas d'insuffisance des biens du défunt, ou de continuer à fournir aux père et mère du défunt une pension alimentaire dont s'était jusqu'alors chargé le défunt. Il n'est pas douteux pour nous que le législateur considère le legs comme compris sous cette dénomination générale de *charges* s'appliquant à toutes les obligations du défunt autres que les dettes.

Au contraire le distingué professeur M. Peritch estime qu'il ne ressort pas très clairement du texte que le législateur considère les legs comme compris sous cette dénomination générale de *charges* (p. 44, cours autographié, code civil).

Si l'héritier renonce, il devient étranger tant à l'actif qu'au passif de la succession.

S'il accepte sous bénéfice d'inventaire, il n'est tenu

d'acquitter les obligations du défunt que sur les biens du défunt, mais non sur ses biens personnels. Par conséquent, la confusion des biens et des dettes du défunt avec les biens et les dettes de l'héritier ne se produit plus.

Au premier abord, il semble que l'acceptation sous bénéfice d'inventaire soit le parti le plus avantageux pour l'héritier, puisqu'il n'entraîne pour lui aucun risque, mais, en réalité, ceci n'est pas toujours exact. L'acceptation pure et simple peut être quelquefois plus avantageuse qu'une acceptation sous bénéfice d'inventaire. Il en sera ainsi quand la succession est notoirement solvable. Il est alors préférable pour l'héritier d'accepter purement et simplement, puisqu'il n'est pas tenu aux formalités longues et coûteuses de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire. En outre, en acceptant purement et simplement l'héritier peut liquider la succession comme il veut, et la réaliser dans les meilleures conditions possibles.

De même, la renonciation sera quelquefois préférable à une acceptation sous bénéfice d'inventaire. Il en est ainsi lorsque la succession est notoirement insolvable. L'héritier aura dans ce cas tout intérêt à renoncer au lieu de s'astreindre aux ennuis de la liquidation inhérente à l'acceptation sous bénéfice d'inventaire. Bien plus, même en présence d'une succession solvable, la renonciation sera quelquefois plus

avantageuse que l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, car l'héritier acceptant en face d'autres héritiers est obligé, même s'il accepte sous bénéfice d'inventaire, de rapporter à la succession les donations qui lui auront été faites par le défunt. Au contraire, l'héritier renonçant n'étant pas héritier, n'est pas tenu à l'obligation du rapport, et si la donation qui lui a été faite n'excède pas la quotité disponible, il garde tout ce qui lui a été donné. Ainsi le défunt laisse pour héritiers quatre fils et 40.000 francs ; à l'un d'eux il a donné, par donation entre vifs, 20.000 francs. Si le fils donataire renonce à la succession il garde ces 20.000 francs et les trois autres fils se partagent 40.000 francs. S'il accepte, il doit rapporter les 20.000 francs et il aura le quart de 60.000 francs, ou 15.000 francs. L'acceptation lui causera donc un préjudice de 5.000 francs.

Délai pendant lequel l'héritier doit user de cette faculté d'option entre ces trois partis.

Ce délai commence à dater de l'ouverture de la succession, car il n'est pas possible de renoncer à une succession non encore ouverte. Mais jusqu'à quel moment l'héritier peut-il exercer cette faculté d'option ?

Voici par exemple une succession ouverte depuis

plus de vingt-quatre ans. Pendant tout ce délai, l'héritier n'a pas pris parti ; il n'a accepté ni refusé la succession devant le juge, il n'a pas non plus accepté tacitement. Les biens de la succession sont entre les mains d'une personne, soit un tiers, soit un héritier du degré subséquent, qui n'en a pas encore acquis la propriété parce qu'elle ne les possède pas depuis un temps suffisant. Supposons que l'héritier le plus proche du défunt réclame du possesseur les biens héréditaires. Quelle va être sa situation ?

S'il se trouve en présence d'une personne possédant de bonne foi les biens héréditaires depuis vingt-quatre ans, l'héritier du premier degré, qui n'a pris aucun parti pendant ce délai de vingt-quatre ans, a perdu son droit et ne peut plus rien contre elle. Mais si cette même personne ne possède pas les biens héréditaires depuis vingt-quatre ans, mais qu'il y ait néanmoins vingt-quatre ans qui se sont écoulés depuis l'ouverture de la succession, l'héritier a-t-il le droit d'accepter ou de renoncer à la succession ?

Sur ce point notre jurisprudence est divisée. D'après certains arrêts, l'acceptation, ou la renonciation d'une succession est un *droit personnel*, qui, comme tel, aux termes de l'article 925 du code civil serbe, ne peut pas être prescrit, car le droit de succéder à son père (droit héréditaire), d'après l'article 121 du

code civil serbe (1), rentre dans la catégorie des droits de l'enfant. (Dans ce sens, arrêt du 21 avril 1903, n° 2254, rendu par la cour de cassation, toutes chambres réunies, et arrêt du 9 mai 1903, n° 4467) (2).

Dans une autre opinion on considère que le droit héréditaire n'est plus un droit personnel (attaché à la personne), mais un droit mixte ayant à la fois le caractère personnel et réel (Arg., art. 194 du code civil serbe). Or, dit-on, on acquiert par la succession des droits réels et les droits réels peuvent, d'après l'article 823, être prescrits. (Dans ce sens, Cass., 13 septembre 1907, n° 7159).

A notre avis, cette dernière solution de la jurisprudence est la plus juste. Aux termes de l'article 197 du code civil (3), toutes les fois qu'on prend en considération à la fois le droit sur la chose et la per-

(1) Art. 121. — « *Tout ce que les enfants étant sous la puissance et la direction paternelle acquièrent est réputé acquis aux parents, de même que naturellement les parents acquièrent les biens pour leurs enfants et les leur laissent après leur mort.* »

(2) Comme le droit de succéder à son père est rangé, d'après l'article 121 du code civil, parmi les droits des enfants, un pareil droit, dit la cour de cassation, ne peut être prescrit d'après l'article 923 du code civil.

(3) Art. 197. — « *Les droits sur une chose peuvent être tels qu'ils ne se rapportent qu'à cette chose, sans qu'on tienne compte de la personne à laquelle cette chose appartient. De pareils droits portent le nom de droits purement réels. Ainsi le droit de possession, le droit de propriété, le droit de gage, le droit de ser-*

sonne à laquelle appartient cette chose, ce droit est un droit personnel. Seulement, il importe d'éviter une confusion entre ces droits exclusivement personnels, qui ne peuvent être prescrits, et les droits héréditaires, et c'est ce que montre bien l'article 394 du code civil serbe, qui dispose qu'au décès d'un citoyen serbe tous ses droits passent à ses héritiers à titre de succession, sauf les droits exclusivement personnels. Or, si le législateur avait considéré le patrimoine du défunt comme un droit personnel par rapport aux enfants du défunt, qui sont ses héritiers, il n'aurait pas manqué de supprimer le mot « *exclusivement personnels* ». C'est donc bien la preuve que les droits des enfants, quant à la succession, ne sont pas des droits exclusivement personnels (attachés à la personne), mais des droits mixtes (personnels-réels).

En faveur de notre opinion, nous pouvons aussi invoquer une disposition expresse de l'article 94 des règles concernant les affaires non litigieuses, d'après laquelle le droit héréditaire peut être prescrit, et l'opinion du jurisconsulte français, M. Baudry-Lacantinerie, qui pense également que le droit des héritiers peut se prescrire dans un délai de trente ans, si l'héritier laisse expirer ce délai sans

» *vitute et le droit successoral. Au contraire, les droits pour les-*
» *quels on tient aussi compte de la personne à laquelle cette chose*
» *appartient s'appellent des droits personnels réels. »*

avoir accepté ou répudié la succession (*Précis de droit civil*, tome III, page 420).

A partir de quel moment court le délai de prescription de vingt-quatre ans ?

L'inventaire une fois dressé, conformément à l'article 486 du code civil et à l'article 62 des règles concernant les affaires non litigieuses, le juge fixera le jour où toutes les personnes pouvant prétendre, en qualité d'héritiers, à la succession, devront se présenter devant lui pour déclarer s'ils acceptent purement et simplement, s'ils acceptent sous bénéfice d'inventaire, ou s'ils renoncent. Au cas où les héritiers présents déclareraient au juge qu'ils ne peuvent pas immédiatement exercer leur droit d'option, le juge leur accordera un délai de trois mois pour l'exercer. Si les héritiers sont inconnus, le tribunal les invitera, par des annonces dans le *Journal officiel*, à se présenter devant le tribunal, dans un délai d'une année, pour exercer leur droit d'option.

Il peut se faire que les délais légaux (trois mois pour l'héritier connu, un an pour l'héritier inconnu), soient expirés sans que tous les successibles se soient décidés à prendre parti. Dans ce cas, le règlement de la succession se fera entre ceux qui auront exercé leur droit d'option dans le temps voulu, sous cette réserve que les successibles qui n'ont pas fait connaître

leur intention dans le délai légal, pourront encore faire valoir leurs droits, car leur faculté d'option ne se prescrit que par vingt-quatre ans (Arg., art. 923, 928, 929 du code civil serbe).

Sur le point de départ de cette prescription, les auteurs gardent le silence. A notre avis, on doit le fixer au dernier jour du délai légal laissé aux successibles pour faire connaître leur détermination. Après vingt-quatre ans d'inaction, l'héritier devra donc être considéré comme définitivement étranger à la succession. La jurisprudence est en ce sens (Cass., *Recueil Macksimovitch*, I-II, page 150).

Il est vrai que le code civil est muet sur le point de départ de cette prescription de 24 ans, mais puisque l'article 94 des règles concernant les affaires non litigieuses déclare « *que les biens du défunt sont attribués à ceux des successibles qui ont fait valoir leur droit sur la succession, dans le délai légal, et que les héritiers qui se présenteront après l'expiration de ce délai (de trois mois ou d'une année), pourront encore faire valoir leur droit à la succession tant que leur droit héréditaire n'est pas prescrit* », il faut, semble-t-il, admettre que le législateur serbe a voulu que le délai de cette prescription de vingt-quatre ans courût pour les successibles retardataires, du jour de l'expiration de ce délai légal.

Notons, à ce sujet, une différence entre le droit

serbe et le droit français. Tandis qu'en droit français le délai de la prescription est de trente ans, il n'est, dans le droit serbe, que de vingt-quatre ans.

Supposons que le successible ne fasse pas connaître sa détermination, les intéressés peuvent-ils le forcer à prendre parti ?

Les cohéritiers du même degré ou d'un degré subséquent auraient intérêt à le faire, surtout les créanciers du défunt qui ont le désir de savoir s'ils peuvent poursuivre l'héritier pour les dettes de son auteur.

Sur ce point la loi serbe garde le silence, mais par arrêt en date du 23 janvier 1896, n° 6212, et par un autre en date du 4 juillet 1896, n° 1781 (1), la cour de

(1) Les arguments de la cour de cassation dans cet arrêt du 4 juillet 1886 sont les suivants :

Quoique au décès d'un citoyen serbe tous ses droits et obligations, à l'exception de ceux qui lui sont purement personnels, passent dès le jour du décès à ses plus proches parents, on ne doit pas en conclure que le successible est obligé d'accepter cette succession. Au contraire il dépend de son bon plaisir d'accepter ou de renoncer. S'il accepte il faut se rapporter à sa déclaration concernant l'acceptation pour savoir s'il entend accepter la succession sous bénéfice d'inventaire ou purement et simplement.

L'acceptation de la succession peut être tacite, mais il est nécessaire dans ce cas que l'acte d'où on fait découler cette acceptation tacite démontre clairement l'intention de l'héritier d'accepter la succession ; il en sera ainsi lorsque l'héritier s'est mis en possession des biens du défunt et a fait différents actes de disposition.

L'acceptation tacite du successible ne peut pas s'induire d'un acte purement passif. Par conséquent, lorsqu'il n'y a eu ni prise

cassation, toutes chambres réunies, a jugé que les créanciers et les cohéritiers n'avaient aucun moyen direct de forcer l'héritier à prendre parti, mais qu'ils pouvaient employer un moyen indirect. Aux termes des articles 102, 103, 104 des règles concernant les affaires non litigieuses, ils peuvent exiger du juge qu'il convoque, au moyen d'annonces dans le *Journal officiel*, toutes les personnes pouvant avoir quelques prétentions sur la succession, soit comme créanciers de la succession, soit comme héritiers du défunt. Ces personnes sont tenues de se faire connaître et de se présenter au jour fixé devant le tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession, pour lui soumettre leurs créances avec preuves à l'appui. La discussion de ces créances aura lieu à une date ultérieure, qui sera désignée par le tribunal, avec le représentant légal de la masse nommé par le tribunal, et cela sans attendre que les héritiers exercent leur faculté d'option.

Si l'héritier à qui la succession est échue ne fait pas connaître sa détermination dans le délai légal, ses cohéritiers et héritiers du degré subséquent, peuvent

de possession des biens du défunt par le successible, ni déclaration de sa part d'acceptation, on doit considérer qu'il a renoncé à la succession, et celle-ci est alors dévolue à l'héritier le plus proche parent du défunt après le renonçant.

Les créanciers du successible ne peuvent ni prendre parti en son nom, ni faire annuler la renonciation qu'il aurait faite de ses droits.

exiger que la succession leur soit remise, d'après l'article 94, c'est-à-dire qu'ils soient envoyés en possession des biens du défunt. Naturellement, il faut supposer qu'ils ont prouvé leur droit héréditaire devant le tribunal et qu'ils ont exercé leur faculté d'option. L'héritier le plus proche du défunt qui n'a pas fait connaître sa détermination dans le délai légal a, néanmoins, conservé son droit héréditaire, c'est-à-dire que, malgré son inaction, il peut exercer sa faculté d'option pendant vingt-quatre ans et réclamer les biens héréditaires des héritiers du degré subséquent qui ont été envoyés en leur possession. Mais il recouvrera ces biens dans l'état où ils se trouvent ; il devra donc respecter les aliénations consenties par les héritiers du degré subséquent appelés à la succession à son défaut, alors même que ces aliénations auraient été faites à un titre gratuit.

SECTION I. — Acceptation.

a). — Acceptation pure et simple.

Au décès d'une personne, le tribunal ne peut procéder à l'inventaire de la succession qu'à la demande des héritiers ou de certaines personnes intéressées (créanciers, parents du défunt, etc.). Il ne procède d'office que dans le cas où les héritiers sont : mineurs, absents, aliénés ou incapables, pour toute autre raison, de manifester leur volonté.

Le successible qui se met en possession des biens héréditaires sans que l'inventaire ait été dressé par le tribunal, est considéré comme ayant accepté tacitement la succession, et, par suite, sera tenu des dettes du défunt même *ultra vires hereditatis*, c'est-à-dire sur ses biens personnels (Arg., art. 475, 486, 487 du code civil serbe).

Si l'inventaire n'a pas été dressé par le tribunal, l'héritier qui ne s'est pas mis en possession des biens héréditaires, doit déclarer, verbalement ou par écrit, devant le juge, s'il accepte purement et simplement la succession ou non. Mais l'acceptation pure et simple peut être également tacite ; c'est ce qui se produira lorsque l'héritier aura fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter un de ces actes qu'il n'aurait le droit de faire qu'en sa qualité d'héritier, par exemple l'aliénation d'un bien héréditaire. (Arg., art. 81 des règles concernant les affaires non litigieuses ; Cassation, 28 janvier 1896, n° 6212 ; Cassation, 4 juillet 1896, n° 1781).

De même, le successible fait acte d'héritier et accepte tacitement la succession, contrairement au droit français, lorsqu'il fait des actes purement conservatoires et d'administration provisoire, par exemple lorsqu'il exécute des réparations d'entretien, fait des baux même pour un court délai, etc. En effet, normalement il ne peut accomplir aucun de ces actes sans que sa qualité d'héritier ait été reconnue par le tribu-

nal. Tous ces actes purement conservatoires et d'administration provisoire doivent être accomplis par le curateur à la succession, nommé par le juge.

Une nouvelle différence va, encore, apparaître avec le droit français. D'après le code serbe, l'héritier qui s'est rendu coupable de recel ou de divertissement, n'est pas déclaré héritier pur et simple ; sa punition est qu'il ne peut prétendre à aucune part dans les objets divertis ou recelés. C'est seulement dans le cas où il n'avait pas le droit de succéder à des choses qu'il a recelées ou diverties, qu'il sera traité comme un voleur ordinaire (Arg., art. 489 du code civil serbe).

Une autre différence avec le droit français se rencontre dans le cas où la succession est déférée à un héritier mineur. L'acceptation pure et simple qui est alors interdite, aux termes de l'article 761 du code civil français, est, au contraire, d'après la loi serbe, permise. En vertu de l'article 75, al. 10, de la loi sur la tutelle, le tuteur peut, dans cette hypothèse, accepter la succession même purement et simplement, avec l'autorisation du juge tutélaire ou avec celle du conseil de famille. L'autorisation du conseil de famille remplace celle du juge, lorsque le père a désigné dans son testament les membres de ce conseil, ou lorsque le juge les a nommés lui-même.

La capacité nécessaire pour accepter purement et

simplement, est celle de s'obliger, car, ainsi que nous l'avons vu plus haut, aux termes de l'article 488 du code civil serbe, dans ce cas l'héritier est tenu des dettes héréditaires même sur ses biens personnels.

Quant à la situation des incapables auxquels une succession est déférée, elle varie suivant les cas.

Mineurs émancipés.

Pour les mineurs émancipés, la faculté d'accepter (sous bénéfice d'inventaire ou purement et simplement), ou de renoncer est exercée par le tuteur (1), avec l'autorisation du juge tutélaire. C'est là une nouvelle différence avec la loi française, qui ne permet pas au curateur d'accepter purement et simplement.

Le mineur, d'après la loi serbe, peut être émancipé, à partir de 18 ans. Tant que le père est vivant, lui seul a le droit d'émanciper l'enfant ; lorsqu'il est mort, le droit d'émanciper passe à la mère. Après la mort des père et mère, l'enfant peut être émancipé avec l'autorisation de son conseil de famille, de son tuteur et du juge tutélaire. En outre, le mineur qui se marie est de droit émancipé.

(1) Dans le droit serbe, la même expression, « le tuteur », désigne le représentant du mineur émancipé et du mineur non émancipé.

Le mineur émancipé ne peut pas, sans l'autorisation de son tuteur et du juge tutélaire, faire des donations, constituer des hypothèques sur ses biens ou les aliéner. Les aliénations indirectes lui sont également interdites.

Le mineur émancipé n'acquiert pas une pleine capacité. Les actes d'aliénation de ses biens immobiliers ne sont valables qu'avec l'autorisation de son tuteur et du juge tutélaire.

Prodigues et faibles d'esprit.

Ils sont assimilés quant à la capacité aux mineurs (Arg., art. 920 du code civil serbe), et on leur applique les mêmes règles. Le tribunal leur nommera un tuteur qui exercera pour eux la faculté d'accepter (même purement et simplement) ou de renoncer, avec l'autorisation du juge tutélaire (Arg., art. 137, 141, 144, loi sur la tutelle).

Femme mariée (art. 920 du code civil serbe).

La femme mariée ne peut accepter une succession qu'avec l'autorisation de son mari, mais elle peut le faire même purement et simplement.

De la rescision de l'acceptation.

En principe, l'acceptation est irrévocable, mais cette règle comporte certaines dérogations qui se justifient par cette considération que l'acceptation est de nature à nuire à certaines personnes. Ces personnes sont les créanciers héréditaires ; le préjudice, pour eux, résulte de la confusion s'établissant entre leurs créances, nées du chef du défunt, et les dettes per-

sonnelles de l'héritier, et apparaît nettement en cas d'insolvabilité de l'héritier.

La loi serbe ne protège que les créanciers héréditaires. Ceux-ci peuvent, d'après l'article 53, al. 7, du code civil, demander la séparation des patrimoines, qui leur permet d'écarter le concours des créanciers personnels de l'héritier par un droit de préférence. Au contraire, les créanciers personnels de l'héritier ne peuvent pas demander la séparation des patrimoines, quoiqu'il puisse y avoir pour eux aussi un préjudice du fait de l'acceptation pure et simple, si l'héritier est solvable et la succession obérée. Le droit français également ne leur accorde pas le droit de demander la séparation des patrimoines. Toutefois, il leur permet d'attaquer l'acceptation au moyen de l'action paulienne si cette acceptation est faite en fraude de leurs droits. La loi serbe est muette sur cette question, mais la jurisprudence considère que la faculté d'accepter ou de renoncer, même faite en fraude des créanciers, est un droit exclusivement attaché à la personne de l'héritier, et que, dès lors, les créanciers de ce dernier ne sont pas autorisés à l'exercer à sa place (Cass., 15 février 1888, n° 544) (1).

A notre avis, cette solution de la jurisprudence est

(1) « Attendu, dit la cour de cassation, que le droit d'accepter ou de renoncer à une succession est, en vertu de l'article 33 du code civil, un droit purement personnel. »

injuste ; on devrait permettre aux créanciers personnels de l'héritier d'attaquer l'acceptation ou la renonciation de l'héritier, faite en fraude de leurs droits, sauf le cas où cette acceptation est dictée par des considérations de famille, par exemple si le fils solvable accepte la succession obérée de son père, parce qu'il tient à honneur de payer ses dettes.

Il nous reste à examiner la situation de l'héritier lui-même. D'après la loi serbe, le successible, s'il est capable, ne peut pas, en principe, revenir sur l'acceptation de la succession. Toutefois, dans certaines hypothèses exceptionnelles, il peut l'attaquer. Ainsi, dans le cas où cette acceptation aurait été le résultat d'un dol ou d'une violence, il peut la faire rescinder (Arg., art. 28 et 357 du code civil serbe). De même, dans le cas de découverte postérieure d'un testament. Supposons le défunt laissant un fils et un patrimoine d'une valeur de 40.000 francs. La réserve est de 20.000 francs. Le fils accepte purement et simplement la succession. Ensuite il découvre un testament inconnu de lui lors de son acceptation, par lequel le défunt lègue à une autre personne les trois quarts de la succession par exemple, soit, dans l'espèce, 30.000 francs. Par suite de cette découverte, sa réserve (20.000) est entamée.

Dans des cas semblables, l'héritier peut revenir sur son acceptation (Arg., art. 565), car en acceptant pure-

ment et simplement, il aurait été tenu de toutes les dettes de la succession et même des legs sur ses biens personnels, tandis que, d'après le testament, il ne doit succéder au défunt que dans la mesure d'un quart. Par conséquent, dans l'exemple que nous avons choisi, de deux choses l'une : ou l'héritier demandera la rescision de son acceptation, ou le légataire, institué par le défunt dans le testament découvert, devra lui compléter sa réserve en lui donnant 10.000 francs, dans lequel cas l'héritier et le légataire supporteront les dettes héréditaires dans la proportion de leur part successorale, soit une moitié pour chacun.

b). — Acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Dans le cas où l'héritier accepte une succession sous bénéfice d'inventaire, l'autorité compétente fera dresser l'inventaire de tous les biens du défunt et apposer les scellés (art. 486 du code civil et art. 62).

L'héritier qui n'accepte que sous bénéfice d'inventaire doit en faire la déclaration expresse devant le juge.

Avant de traiter avec quelques détails de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, nous devons nous demander si l'héritier qui a accepté purement et simplement peut ensuite accepter sous bénéfice d'inventaire. La loi serbe est muette sur ce point, et les auteurs ont négligé de traiter la question.

A notre avis, l'héritier qui a, dans le délai légal de trois mois, déclaré devant le juge qu'il accepte purement et simplement, peut revenir sur sa déclaration et accepter sous bénéfice d'inventaire, à la condition de se trouver dans le délai de trois mois. Mais une fois ce délai expiré, il ne peut plus le faire. A l'appui de notre opinion, nous invoquons un argument d'analogie qui nous paraît des plus sérieux.

Il arrive souvent, dans les procès civils, qu'une personne déclare d'abord devant le tribunal, dans le délai légal de 15 jours (1), qu'elle est satisfaite du jugement et que plus tard, se trouvant encore dans ce délai, elle exerce le recours pour faire tomber le jugement qui la condamne. Dans cette hypothèse, ce recours est valable. C'est ce que la cour de cassation a toujours jugé. Puisqu'il en est ainsi, n'est-il pas logique d'admettre que le successible peut également revenir sur sa déclaration dans le délai de trois mois, c'est-à-dire accepter d'abord purement et simplement et transformer plus tard cette acceptation en acceptation sous bénéfice d'inventaire ? (2).

(1) Ce délai de 15 jours est accordé par le législateur afin que la partie qui n'est pas satisfaite du jugement puisse le faire tomber par une voie de recours, appel ou opposition.

(2) En outre de cet argument d'analogie, nous pouvons invoquer en faveur de notre opinion, l'article 85 des règles concernant les affaires non litigieuses, ainsi conçu : « *Au cas où le juge aurait prorogé le délai en faveur d'un des successibles, les autres suc-*

Droits et obligations de l'héritier bénéficiaire.

Le successible qui accepte sous bénéfice d'inventaire n'est tenu du paiement des dettes et charges de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens du défunt, évalués par l'autorité compétente. L'héritier bénéficiaire n'est pas obligé sur ses biens personnels des dettes héréditaires, car le bénéfice d'inventaire empêche la confusion des patrimoines résultant de l'acceptation pure et simple.

Mais à la différence du droit français, l'héritier bénéficiaire ne peut pas administrer les biens de la succession tant qu'il n'est pas envoyé en possession par décision du juge. Jusqu'à ce moment, l'administration sera confiée à un curateur par le tribunal.

Aux termes de l'article 102 du code civil, le juge du tribunal de première instance convoque, au moyen d'annonces dans le *Journal officiel*, tous les créanciers pouvant avoir des prétentions sur la succession et les invite à se présenter à un jour fixe devant le tribunal pour y soumettre leurs titres.

» cessibles pourront être entendus même avant l'expiration de ce
» délai au sujet de l'acceptation de la succession, mais ils ne pour-
» ront pas être forcés de faire connaître leur opinion tant que le
» dit délai ne sera pas écoulé. »

Il résulte clairement de cet article que le successible peut modifier sa déclaration d'acceptation de la succession tant que le délai n'est pas expiré.

Dans le cas où l'héritier bénéficiaire contesterait au créancier son titre, par exemple parce qu'il prétend que le défunt ne lui devait rien, le créancier est autorisé à prouver le bien fondé de sa prétention.

Tant que les prétentions des créanciers, contestées par l'héritier, n'ont pas été discutées, aucun des créanciers ne peut être payé. Toutefois, les créanciers ayant hypothèque ou privilège sur un bien héréditaire et dont les droits ne sont pas contestés par l'héritier et par les autres créanciers chirographaires, peuvent être payés avant les autres créanciers.

Le créancier retardataire, c'est-à-dire celui qui ne s'est pas présenté au jour fixé par le tribunal, perd son droit de recourir contre les autres créanciers, s'il ne reste plus aucun reliquat, car ceux-ci n'ont reçu, en définitive, que ce qui leur était dû.

Au cas où les créanciers héréditaires désireraient qu'on réalisât les biens héréditaires, le juge fera vendre ces biens et les créanciers se payeront sur le prix, l'excédent revenant à l'héritier bénéficiaire.

Il se peut aussi qu'un accord survienne entre l'héritier et les créanciers héréditaires, ceux-ci donnant leur consentement à ce que la succession soit remise à l'héritier, mais à condition qu'il administre et liquide la succession. Dans ce cas, l'héritier bénéficiaire payera les créanciers, conformément à l'accord intervenu.

Supposons, par exemple, qu'il soit convenu que l'héritier bénéficiaire paiera les créanciers avec le revenu de la succession, de telle façon qu'il ne soit pas obligé de vendre les biens héréditaires, ou encore qu'il effectuera ses paiements par annuités, toutes ces règles devront être observées parce qu'elles font la loi des parties.

SECTION II. — Renonciation.

Aux termes de l'article 82 des règles concernant les affaires non litigieuses, la renonciation ne peut être qu'expresse. Elle consiste dans une déclaration formelle devant le juge. Toutefois, par un arrêt en date du 23 janvier 1896, n° 6212, et par un autre en date du 4 juillet 1896, n° 1781, déjà cité, la cour de cassation, toutes chambres réunies, a jugé que l'héritier peut tacitement renoncer à la succession. Il en sera ainsi, d'après elle, lorsqu'il n'aura accompli aucun acte supposant nécessairement son intention d'accepter.

Effets de la renonciation.

L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier. Cependant, si, dans l'intervalle, entre l'ouverture de la succession et la renonciation, soit expresse, soit tacite, il avait accompli des actes d'administration, par exemple donné à bail la maison du défunt, ces actes resteraient valables, quoique accomplis par

une personne étrangère à la succession, car ils sont accomplis dans l'intérêt de tous.

La part du renonçant sera attribuée à ceux que la loi appelle à son défaut, à ceux auxquels sa présence faisait obstacle, mais, à la différence du droit français, l'accroissement, d'après la loi serbe, n'est pas forcé ; les cohéritiers du renonçant peuvent refuser la part du renonçant et s'en tenir à la leur.

L'héritier renonçant peut-il revenir sur sa renonciation ?

A notre avis, on doit répondre affirmativement à cette question. Puisque nous admettons qu'un héritier qui a accepté purement et simplement peut revenir sur sa déclaration et accepter ensuite sous bénéfice d'inventaire, il est logique, pour les mêmes raisons, de décider qu'un héritier qui a renoncé peut revenir sur sa déclaration, tant que le délai de trois mois n'est pas expiré, et accepter ensuite, soit purement et simplement, soit sous bénéfice d'inventaire.

De même, l'héritier peut faire annuler sa renonciation, si celle-ci est le résultat d'un dol ou d'une violence (Arg., art. 537 du code civil serbe) (1), quand

(1) Art. 537. — « Lors de la conclusion d'un contrat, la violence, le mensonge, la tromperie, la fraude ne peuvent être d'aucune utilité ; au contraire ils nuisent. Non seulement un pareil contrat n'est pas valable, mais celui à qui il a causé un préjudice a le droit d'être indemnisé. »

bien même d'autres héritiers auraient accepté à sa place. Il n'est pas, d'ailleurs, impossible que souvent ces héritiers aient été les auteurs du dol ou de la violence.

L'héritier qui accepte une succession après l'avoir d'abord répudiée, est obligé de respecter tous les actes accomplis par le curateur de la succession dans la mesure de ses pouvoirs. Par conséquent, resteront entiers les droits acquis par des tiers dans l'intervalle, sur les biens de la succession, en vertu d'actes valablement faits avec le curateur à la succession.

Il nous reste à examiner la situation des créanciers de l'héritier renonçant. Supposons un héritier obéré appelé à recueillir une succession avantageuse, sur laquelle ses créanciers personnels comptaient pour le remboursement de leurs créances, et supposons que cet héritier, au lieu d'accepter la succession, la répudie. Quels seront les droits de ses créanciers personnels, qui vont se trouver lésés par cette renonciation ? Le droit français leur permet de faire annuler cette renonciation par la justice et de se faire autoriser ensuite à accepter la succession du chef de leur débiteur.

La loi serbe ne leur donne pas ce droit. La cour de cassation, en présence de ce silence, décide que les créanciers personnels de l'héritier ne peuvent ni le forcer à accepter une succession, ni faire annuler par

la justice sa renonciation, même faite en fraude de leurs droits. Elle se fonde principalement sur ce que l'héritier renonçant est censé n'avoir jamais été héritier, et sur l'article 13 du code civil, aux termes duquel l'héritier est absolument libre d'accepter ou de renoncer à une succession (Cass., toutes chambres réunies, 23 janvier 1896, n° 6212. En ce sens aussi, arrêt du 4 juillet 1896, n° 1781, déjà cité).

Une pareille lacune dans notre code civil, grâce à laquelle un héritier peut frustrer impunément ses créanciers, est regrettable. Un exemple le fera ressortir. Un défunt laisse un fils et une fille et un patrimoine d'une valeur de 50.000 francs. D'après la loi serbe, le fils succède seul au défunt, mais ce fils, qui a une situation obérée et sait qu'il ne profitera pas personnellement de cette succession, qui ira tout entière à ses créanciers, y renonce. Sa sœur sera alors appelée à sa place, mais il compte sur son affection pour recevoir d'elle sinon la totalité, tout au moins une partie de cette succession à laquelle il a renoncé. Ainsi il aura préjudicié à ses créanciers, sans que ceux-ci aient la faculté, d'après le droit serbe, de faire annuler par la justice son acte.

CHAPITRE VI

Système successoral dans la zadrouga serbe.

Avant d'exposer le système successoral dans la zadrouga serbe, lequel est une dérogation au principe général de la succession *ab intestat*, il nous paraît important de donner quelques renseignements sur l'institution même de la zadrouga :

SECTION I. — La zadrouga.

D'après les articles 57, 507 (1), 520 du code civil serbe et d'après les décisions législatives du 16 mars

(1) Art. 57.— « Sous la dénomination de zadrouga il faut entendre une communauté où plusieurs personnes vivent ensemble » avec ou sans leurs descendants. Ces personnes sont dans des » rapports de communauté. Là où n'existe pas une pareille communauté on est en présence de personnes ou de familles isolées » (inokosné) ».

Art. 507.— « La zadrouga est là où existe communauté de vie ou » de biens entre personnes unies par le lien de parenté légitime ou » civile. La zadrouga s'appelle aussi la maison ou la maison commune pour être distinguée de la maison isolée (inokosné) ».

1875, n° 73, *Recueil* III, page 37, et du 22 mars 1852, n° 625, *Recueil* VI, page 103, les éléments essentiels de la zadrouga sont :

a) *La vie en commun* de tous les membres de la zadrouga et de leurs enfants ;

b) *La parenté* entre les membres de la zadrouga, parenté soit de sang, soit civile, impliquant l'observation de certaines prescriptions légales ;

c) *La communauté des biens* de tous les membres de la zadrouga ;

d) Enfin la nécessité pour un des membres de la zadrouga au moins d'être majeur et marié. Les mineurs, les femmes et les filles, ne peuvent pas organiser une zadrouga. Cela est tellement vrai que, s'il arrive qu'une zadrouga déjà existante se trouve réduite à des mineurs, des femmes ou des filles, elle ne pourra continuer à vivre que tout autant qu'elle renferme dans son sein un homme majeur et marié. Toutefois, il y a un cas où les mineurs seuls peuvent continuer la zadrouga, c'est lorsque leurs parents ont exprimé, dans un testament, leur volonté expresse qu'il en soit ainsi.

Entre le père et le fils la zadrouga n'existe pas, car d'après l'article 121, déjà cité, le patrimoine tout entier est considéré comme appartenant au père, tant que ses enfants sont sous sa puissance. Mais si le père a, de son vivant, opéré le partage de ses biens entre

ses fils, dans ce cas, d'après les arrêts les plus récents de la cour de cassation serbe, la zadrouga existe, à partir de ce jour, entre lui et ce fils (Cass., 27 avril 1907, n° 4060, et 9 janvier 1907, n° 245) (1). Dans un autre arrêt, la cour de cassation va jusqu'à exiger que la zadrouga entre le père et le fils soit constatée par un contrat écrit (Cass., 1907, n° 13732).

SECTION II. — Rapports légaux dans la zadrouga.

Aux termes de l'article 508 (2) du code civil, tous les biens d'une personne faisant partie d'une zadrouga sont la propriété de tous les membres qui composent cette zadrouga. Tout ce que ses membres acquièrent, profite immédiatement à la zadrouga et va augmenter son patrimoine.

(1) « Alors même, dit la cour de cassation dans l'arrêt du 9 janvier 1907, que l'un des fils s'est séparé du père qui est resté en communauté avec les autres fils, ce fils ne perd pas, en vertu de l'article 558 du code civil, le droit de succéder à son père. En effet, d'après l'article 121 du code civil, la zadrouga n'existe entre le père et le fils que tout autant qu'il y a contrat. Si ce contrat fait défaut, le fils séparé, restant fils et héritier de son père, doit avoir le droit, en vertu de l'article 492, de prendre part au partage des biens du père compris dans le patrimoine commun. »

(2) Art. 508 du code civil. — « *Le patrimoine tout entier d'un membre de la zadrouga n'est pas la propriété de ce seul membre mais de tous les membres. Tout ce qu'acquiert un des membres de la zadrouga est réputé acquis pour la zadrouga et non pour lui seul.* »

Le chef de la zadrouga, élu par tous les membres, administre le patrimoine commun. Aucun membre de la zadrouga ne peut disposer, vendre, grever de charges réelles quelconques, le patrimoine commun, sans le consentement et l'autorisation de tous les membres majeurs et mariés. S'il a disposé, grevé de charges réelles une partie du patrimoine commun, les autres membres ont le droit de poursuivre devant la justice la nullité de ces actes, dans le délai d'un an à dater du jour où ils en ont eu connaissance. Dans le cas de non opposition de leur part, dans le délai prescrit, l'acte sera considéré comme s'il avait été fait avec leur consentement.

Il se peut aussi qu'un des membres de la zadrouga ait fait des dettes jusqu'à concurrence de la valeur de sa part dans le patrimoine commun. Dans cette hypothèse, sa part peut être saisie par ses créanciers personnels, pour l'exécution des dettes par lui contractées sans l'autorisation des autres membres, mais les parts des autres membres ne peuvent pas être saisies, à moins que le créancier ne réussisse à prouver que l'argent provenant d'une dette, par exemple d'un prêt, contractée par un des membres de la zadrouga, a profité à celui-ci ou que tous ses membres ont connu ce prêt et en ont bénéficié.

Mais si, à la suite d'un acte de cette nature, exécuté sans le consentement unanime des intéressés, le dés-

accord survient entre les membres de la zadrouga et que ceux-ci manifestent le désir d'opérer le partage, chaque membre reçoit une part égale du patrimoine commun.

Qu'arrivera-t-il si un des membres de la zadrouga, quoique vivant dans l'association, a acquis certains biens en dehors d'elle, soit par son travail personnel, soit par le fait du hasard, a gagné un gros lot, par exemple? S'il désire que ces biens lui restent en propre et qu'ils ne soient pas englobés dans le patrimoine commun, il pourra obtenir satisfaction, mais il perdra tous droits dans le patrimoine commun (art. 511, et interprétation législative du 7 février 1847, n° 1787, *Recueil* IV, page 5).

Etudions, maintenant, la situation des enfants dans la zadrouga.

Les mâles, aussitôt qu'ils ont 15 ans révolus, ont droit, comme les autres membres majeurs et mariés, à une part égale dans toute acquisition ou accroissement du patrimoine commun, à dater du jour où ils ont commencé à travailler et à acquérir pour la zadrouga.

Les filles, au contraire, d'après l'article 529 (1),

(1) Art. 529. — « La zadrouga est tenue d'entretenir les filles » restées dans la zadrouga, et de les marier convenablement d'après » l'usage lorsqu'elles parviennent à l'âge convenable ; les descendants féminins du défunt, mort dans la zadrouga sans avoir laissé

n'ont droit qu'à l'entretien, la nourriture, l'habitation, les vêtements, tant qu'elles ne sont pas mariées, et, lors de leur mariage, la zadrouga est tenue de leur donner le trousseau d'usage.

Quant à la veuve, aux termes de l'article 523 (1), et de l'interprétation législative du 28 juin 1849, n° 1147, année 1848 (*Recueil V*, page 49) (2), elle a un droit d'usufruit jusqu'à sa mort ou son remariage, sur la part des biens de son mari dans le patrimoine commun, mais elle est tenue d'aider, par son travail, la zadrouga. En cas de remariage, ou si elle quitte la zadrouga pour habiter chez ses parents, elle ne peut

» de descendants mâles, ont un droit de succession sur la part successorale qu'avait dans le patrimoine commun leur père prédécédé. Cependant, la zadrouga a le droit de leur payer en argent, » d'après l'estimation, leur part successorale, mais seulement au cas » où cette part consisterait en biens immobiliers ».

(1) Art. 523.— « Au décès du mari, la veuve restée avec ou sans » enfants dans la zadrouga conserve son droit d'usufruit sur la part » de la succession que son mari avait dans le patrimoine commun, » mais elle est tenue dans les limites de ses moyens d'aider la zadrouga par son travail ».

(2) Interprétation législative du 28 juillet 1849. — « Puisque » l'article 523 du code civil déclare que la veuve, restant au décès de » son mari dans la zadrouga avec ou sans ses descendants, conserve » le droit d'usufruit sur la part successorale qu'avait son mari dans » le patrimoine commun, il faut en conclure qu'elle ne peut pas » succéder à son enfant mort dans la zadrouga, mais qu'elle a un » droit d'usufruit sur ses biens jusqu'au jour de son décès ou de » son remariage, conformément aux prescriptions appliquées aux » femmes dans la zadrouga ».

exiger que le trousseau d'après l'usage local (art. 524 et 525 du code civil serbe), mais elle a le droit de reprendre sa dot et les linges et hardes à son usage.

SECTION III. — Succession « ab intestat » dans la zadrouga.

La succession *ab intestat* dans la zadrouga est régie en principe par les règles générales des successions. Toutefois, il est apporté à ces règles certaines dérogations par l'article 528 (1).

D'après ce texte, les parents vivant dans la zadrouga sont appelés à la succession d'un membre de la zadrouga par préférence aux parents vivant en dehors, même si ceux-ci sont plus proches en degré. Prenons une espèce. Dans une zadrouga vivent trois frères; un quatrième frère vit en dehors. Un des trois frères de la zadrouga meurt. Les deux autres frères, membres de la zadrouga, seront seuls appelés à sa succession et cela à l'exclusion du quatrième frère. C'est là une grave dérogation au principe général de la dé-

(1) Art. 528.— « *La parenté dans la zadrouga, en cas de succession, est préférée à la parenté en dehors de la zadrouga, même si celle-ci est plus proche en degrés. De même, l'adoption faite conformément aux prescriptions légales et avec le consentement de la zadrouga exclut de la succession les parents en dehors de la zadrouga. Cependant, les enfants mineurs, lorsqu'ils ont quitté la zadrouga avec leur mère, conservent leurs droits de priorité sur la parenté en dehors de la zadrouga.* »

volution des successions, principe en vertu duquel, dans l'exemple que nous avons choisi, les frères auraient dû partager la succession en parts égales.

Il en sera de même si, par exemple, le défunt membre de la zadrouga a laissé avec sa veuve, une fille et que celle-ci vienne ensuite à mourir étant encore dans la zadrouga. Dans cette hypothèse, contrairement à la règle générale en matière de succession, ce ne sera pas la mère (veuve du défunt), qui succèdera, mais la zadrouga.

Il en serait autrement si nous supposions qu'il y a dans la zadrouga deux frères et que l'un d'eux meure laissant une fille. Dans ce cas, la zadrouga cessera d'exister, car les filles ne peuvent pas en faire partie. Donc si cette fille meurt à son tour, sa mère sera appelée à sa succession par préférence à son oncle. Il faudra appliquer ici les règles générales, car nous ne sommes plus en présence de la zadrouga (Cass., 2 janvier 1908, n° 13377. En ce sens aussi, M. Peritch) (1).

Autrefois, la cour de cassation décidait au contraire que la fille, après la mort de son père, membre de la zadrouga, continuait la zadrouga, et que par conséquent, si elle venait à mourir à son tour, c'était la

(1) Peritch, *Cours sténographié de code civil (droit successoral)*, p. 74, 109.

zadruga qui lui succédait et non sa mère (Cass., 18 mars 1872, n° 1434). Cette jurisprudence était mal fondée. Nous avons déjà fait remarquer, en effet, que les filles ne peuvent pas être membres de la zadruga : à plus forte raison ne peuvent-elles pas la continuer après la mort de leur père. Dans l'exemple que nous avons choisi, la zadruga a cessé d'exister à partir de ce moment, puisqu'elle ne compte plus qu'un seul membre majeur et marié.

Comment expliquer la dérogation de l'article 528 aux règles générales de succession ?

Comme nous l'avons dit, les zadrugas ont existé chez les Slovènes depuis un temps immémorial. Lorsque le législateur se préoccupa, en 1844, de doter le pays d'un code civil, il voulut, avant tout, conserver la zadruga, et c'est cette pensée qui explique les dispositions favorables à cette institution, que nous trouvons dans les lois serbes, et en particulier la disposition de l'article 528, d'après laquelle les parents dans la zadruga sont appelés à la succession d'un de leurs membres, par *préférence* aux parents vivant en dehors de la zadruga, même si ceux-ci sont plus proches en degré. En agissant ainsi, le législateur désirait empêcher le partage des zadrugas; le grand avantage qu'il trouvait à éviter ce partage était qu'une zadruga, qui est quelquefois composée d'un très grand nombre de personnes, puis-

qu'il y a des zadrougas qui comptent plus de cinquante membres, a plus de chance de prospérer qu'une famille formée du père, de la mère et de trois ou quatre enfants en bas âge. C'est l'explication que M. Peritch donne du maintien de cette institution dans le droit serbe.

Au contraire, M. A. Gjordjevitch (*Le droit successoral*, page 129), croit que la pensée du législateur serbe, en formulant l'article 528, était la suivante :

Le droit des membres de la zadrouga, au fond, n'est pas un droit de succession, mais un droit d'accroissement de leurs parts dans le patrimoine commun. Les membres de la zadrouga sont propriétaires du patrimoine commun tout entier ; ils l'ont acquis par succession de leurs ascendants et à raison même de leur qualité de co-propriétaires. Il est naturel, dès lors, que leur droit sur la succession du défunt soit supérieur à celui des autres parents vivant en dehors de la zadrouga, même si ceux-ci sont plus proches en degré.

Sans doute, cette opinion du distingué professeur M. Gjordjevitch, peut se défendre, car le législateur dans l'article 528 déclare que le patrimoine dans la zadrouga, n'est pas la propriété d'un seul membre, mais de tous les membres de la zadrouga, et que tout ce qu'un membre de la zadrouga acquiert, il l'acquiert pour la zadrouga et non pour lui. Cela

étant, il a pu paraître plus juste qu'un membre de la zadrouga succède au défunt, lui-même membre de la zadrouga, qu'un autre parent, même plus proche en degré, mais vivant en dehors de la zadrouga.

A notre avis, ce qu'a voulu le code civil, dans l'article 528, c'est d'empêcher la séparation des zadrougas. Cette disposition, qui a pour conséquence la distinction des héritiers du défunt en deux classes, est la condition essentielle de l'existence même de la zadrouga. Il est, en effet, à craindre que, si, après le décès d'un membre de la zadrouga, son patrimoine est dévolu à une personne vivant en dehors de la zadrouga, et non à un membre de la zadrouga, qui a peut-être, par son travail personnel, contribué à augmenter le patrimoine du défunt, les membres de la zadrouga refusent de continuer à en faire partie, et que la formation des zadrougas ne devienne, dans l'avenir, impossible.

Ce qui nous amène à penser que tel a dû être le motif qui a guidé le législateur, c'est que l'expérience a démontré qu'il y a plus de richesse, plus de facilité de vivre dans une zadrouga que dans une famille isolée. Aussi croyons-nous qu'en édictant cette disposition de l'article 528, le législateur a plutôt eu en vue l'idée de conservation et de développement des zadrougas, que la pensée qu'il était légitime d'accorder

aux membres de la zadrouga un droit de préférence sur la part héréditaire du défunt.

Les parents dans la zadrouga sont donc appelés à la succession d'un des membres prédécédé, par préférence aux parents en dehors de la zadrouga, mais cette préférence des parents vivant dans la zadrouga va-t-elle jusqu'à sacrifier les intérêts des enfants du défunt, qui vivent en dehors de la zadrouga ?

Cette question est controversée, parce que le législateur ne s'est pas exprimé, à ce sujet, d'une façon suffisamment claire.

Dans une opinion, qui est notamment celle de M. Gjordjevitch (1), les parents dans la zadrouga succèdent au défunt, membre de la zadrouga, à l'exclusion même des enfants du défunt vivant en dehors. Ainsi le frère, membre de la zadrouga, succède au défunt, membre également de la zadrouga, à l'exclusion du fils du défunt, si celui-ci, lors de l'ouverture de la succession, vivait en dehors de la zadrouga, parce qu'il s'en était séparé. Dans ce système, le mot *parenté*, qui se trouve dans l'article 528, désignerait même les enfants du défunt.

Il faut naturellement supposer, si l'on admet cette opinion, que les enfants vivent volontairement en dehors de la zadrouga. Dans le cas contraire, ils con-

(1) M. Gjordjevitch, *Droit successoral serbe*, p. 129.

servent leur droit de succession, car, aux termes de l'article 528, les enfants mineurs qui quittent la zadrouga par suite du départ de leur mère de la zadrouga (par exemple lorsqu'une femme mariée, en cas de divorce ou de séparation de corps, quitte son mari et va habiter chez ses parents, les enfants restent chez elle, les garçons jusqu'à la quatrième année, et les filles jusqu'à la septième), ne perdent pas leur droit de succession ; ce n'est pas, en effet, de leur propre gré qu'ils sont sortis de la zadrouga, mais simplement parce que leur bas âge exigeait des soins que leur mère seule pouvait leur donner.

Dans une autre opinion, défendue par M. Peritch (1), on prétend que les enfants mâles, quoique vivant en dehors de la zadrouga, viennent à la succession de leur père prédécédé, membre de la zadrouga, par préférence aux autres parents, même si ceux-ci vivent dans la zadrouga. S'il est vrai, dit-on, que le législateur appelle les membres vivant dans la zadrouga à la succession d'un des membres de la zadrouga par préférence aux membres vivant en dehors, il a établi cette préférence uniquement dans le but de la conservation de la zadrouga, mais il est impossible de supposer qu'il ait été jusqu'à faire passer l'amour des

(1) M. Peritch, *Cours sténographié du code civil serbe (droit successoral)*, p. 80.

parents envers leurs enfants après l'intérêt de conservation des zadrougas.

Admettons, cependant, que le législateur serbe ait voulu sacrifier les intérêts des enfants du défunt ; même alors, le but poursuivi par lui, la conservation des zadrougas, ne sera pas atteint. Dans ce cas, en effet, les membres de la zadrouga ayant des enfants vivant en dehors de la zadrouga, demanderont d'opérer de leur vivant, le partage du patrimoine commun, pour pouvoir laisser la succession à leurs enfants, de sorte qu'au lieu de conserver les zadrougas, on aboutira à les partager. En ce sens aussi M. Ced Markovitch (*Archives*, 1907, pages 212 et 213).

À notre avis, même le fils séparé de la zadrouga et vivant en dehors, qu'il soit majeur ou non, succède à son père prédécédé, membre de la zadrouga, à l'exclusion des autres parents vivant dans la zadrouga, parce qu'il tient ce droit de succession des articles 511 et 513. Seulement pendant son absence, c'est-à-dire tant qu'il vit en dehors de la zadrouga, il n'a pas droit à l'accroît qui peut se produire.

Nous sommes amené à adopter cette solution mixte non seulement en nous appuyant sur les dispositions légales ci-dessus mentionnées qui lui confèrent ce droit expressément, mais aussi en invoquant l'article 529. Du moment que cet article accorde aux filles dans la zadrouga le droit de succéder au défunt, à

plus forte raison doit-on reconnaître ce même droit aux fils du défunt.

SECTION IV. — Situation des filles dans la zadrouga.

Supposons que le défunt, membre de la zadrouga, laisse en même temps qu'un fils une fille non mariée ou une petite-fille non mariée, ou une sœur non mariée, etc. D'après l'article 528 du code civil, cette fille, cette petite-fille, cette sœur, ne peuvent pas lui succéder ; elles n'ont droit qu'à l'entretien tant qu'elles ne sont pas mariées et au trousseau d'usage. Cet article n'est donc que l'application pure et simple du principe général que les fils succèdent au défunt à l'exclusion des filles, petites-filles, sœurs, etc.

Si, au contraire, le défunt ne laisse pas de fils ou de descendants de fils, mais seulement des filles, celles-ci succèdent au défunt à l'exclusion des autres parents (complément de l'article 529, en date du 28 novembre 1859, n° 5882, *Recueil* XII, page 96), mais elles n'héritent pas de la part de la succession de leur père en nature ; la zadrouga a le droit de leur payer en argent la valeur de cette part. Le motif de cette disposition est le désir de conserver les biens dans la famille et de permettre à la zadrouga de continuer à vivre.

Supposons la zadrouga réduite à deux membres. Un de ces membres meurt, laissant une fille. Dans ce cas,

comme nous l'avons déjà fait remarquer, la zadrouga ne peut plus fonctionner. La fille du défunt reçoit en nature la succession de son père et non plus en espèces. A cela rien que de logique puisque, la zadrouga n'existant plus, le motif de la conservation des biens dans la famille a disparu (Cass., 2 janvier 1898, n° 13337) (1).

Mais la loi n'ayant établi ce droit de succession que pour les filles du défunt, il faut en conclure que les autres parents féminins du défunt (mère, sœur, tante, etc.), seront exclus de la succession par la zadrouga ; elles n'auront que le droit à l'habitation et aux aliments, aux frais de la zadrouga, tant qu'elles vivront dans la zadrouga, et, à l'époque de leur mariage,

(1) Il faut, dit la cour de cassation, dans ce cas appliquer l'article 529 du code civil et l'interprétation législative de ce même article. Par exemple, lorsque trois frères constituent une zadrouga, et que l'un d'eux meurt sans descendants masculins et ne laissant que des filles, pour empêcher que la zadrouga ne se disperse par suite du mariage des filles, lesquelles auraient emporté leurs parts du patrimoine commun, il faut reconnaître à la zadrouga le droit de leur payer leur part en argent.

Cependant, dans le cas où il n'existe plus que deux membres et que l'un des deux meurt laissant une fille, cette fille a le droit de prendre en nature la part successorale de son père prédécédé et non l'équivalent en argent. Le même droit appartient à la mère en cas de décès de l'enfant féminin. En effet, puisque la zadrouga n'existe plus il n'y a pas lieu d'appliquer la disposition de l'article 529, car le motif de conservation des zadrougas n'a plus de valeur.

celle-ci sera tenue de leur donner le trousseau d'usage.

Situation des filles mariées d'un membre de la zadrouga.

Cette question est l'objet d'une vive controverse. Un parti important dans la doctrine, soutient que, d'après l'article 529 cité ci-dessus, non seulement les filles non mariées, mais aussi les filles mariées, succèdent au défunt, c'est-à-dire à la part qu'il avait dans le patrimoine commun, car, dit-on, la loi ne fait aucune distinction entre les filles mariées et non mariées, mais parle expressément *des enfants féminins du défunt mort dans la zadrouga* ; d'où l'on peut conclure que le législateur considère les filles mariées comme comprises sous la dénomination générale « d'enfants féminins ». D'ailleurs il est naturel que l'affection des parents soit égale pour tous leurs enfants, qu'ils soient mariés ou non. En ce sens, MM. Peritch et Markovitch (1).

Dans une autre opinion (M. Gjordjevitch), les filles mariées ne peuvent pas succéder (2). Cette opinion se fonde : 1° sur ce que l'expression « dans la zadrouga »

(1) M. Peritch, *Cours sténographié du code civil serbe (droit successoral)*, p. 94 ; M. Markovitch, *Archives*, 1907, p. 212 et suiv.

(2) M. Gjordjevitch, *Droit successoral serbe*, p. 129 et suiv.

se rapporte aux enfants et non au défunt. L'article 529 doit être lu : *les enfants féminins vivant dans la zadrouga de leur père prédécédé*. Il en résulte que les filles mariées ayant quitté la zadrouga par leur mariage, ne peuvent pas succéder ;

2° Sur ce que le fils séparé de la zadrouga ne peut succéder à son père prédécédé, membre de la zadrouga, parce qu'il n'est plus membre de la zadrouga. Puisque, dit-on dans cette opinion, le fils est exclu de la succession, à plus forte raison doit-il en être de même des filles mariées, car elles ne sont pas non plus membres de la zadrouga.

A notre avis, cette dernière opinion se prévaut à tort de l'expression : « dans la zadrouga ». Le texte doit être lu comme s'il disait : « le défunt qui était membre de la zadrouga et qui est mort dans la zadrouga » ; d'où il résulte que les filles mariées ont droit à la succession de leur père prédécédé *dans la zadrouga*. Le mot « dans la zadrouga » se rapporte au défunt et non aux enfants féminins.

Quant à l'argument tiré de ce que le fils séparé de la zadrouga ne peut pas succéder à son père, il n'est pas concluant, car de ce que le fils séparé de la zadrouga ne peut pas succéder à son père, il ne s'ensuit pas qu'il doive en être de même des filles. Il semble, au contraire, juste qu'elles puissent succéder. Du moment que, lors de leur mariage, en quittant

la zadrouga, elles n'ont reçu que le trousseau d'usage, n'est-il pas naturel qu'elles viennent à la succession de leur père ? Pour le fils, on comprend une solution différente. En se séparant de la zadrouga, il a reçu sa part et n'a plus aucun droit, d'après l'article 514, sur le patrimoine commun. Il n'est que juste qu'il soit exclu de la succession de son père.

Il se peut aussi que la fille, quoique ayant le droit de succéder, n'arrive pas à la succession. Ainsi son père prédécédé, à la succession duquel elle aurait été appelée, a disposé, de son vivant, de sa part dans le patrimoine commun, de sorte qu'elle ne trouve aucuns biens à recueillir. Dans ce cas, la zadrouga est néanmoins tenue, aux termes de l'article 529, de lui donner l'habitation et la nourriture. Les textes ne laissent aucun doute sur l'exactitude de notre interprétation. L'article 529 parle de « la zadrouga » et non du père membre de la zadrouga. D'autre part, aux termes de l'article 508, déjà cité, tous les biens de la zadrouga sont considérés comme communs, c'est-à-dire ne formant qu'un seul et unique patrimoine, et la zadrouga permet à un de ses membres de grever le patrimoine commun de charges réelles dans la mesure de la valeur de sa part.

Par suite, ce membre a la faculté de dissiper sa part sans rien laisser à sa fille. Il est vrai que dans ce cas la zadrouga est tenue de fournir à la fille du dé-

funt l'habitation et l'entretien. Une telle solution est juste car la zadrouga est en faute. Au lieu de s'opposer aux dissipations de ce membre et de l'exclure immédiatement de son sein en lui remettant sa part dans le patrimoine commun, elle l'a laissé faire, alors que son devoir était de prévoir que le défunt, en agissant comme il le faisait, ne laisserait rien à sa fille, et qu'elle, zadrouga, se verrait dans la nécessité de pourvoir à l'habitation et à l'entretien de cette dernière.

SECTION V. — Situation de la mère d'un membre prédécédé.

La mère, vivant dans la zadrouga avec son fils, ne peut pas succéder à celui-ci, même s'il est mort sans laisser de descendants masculins. Elle n'a que le droit d'usufruit jusqu'à son décès ou son nouveau mariage (art. 523 du code civil, déjà cité, et loi du 28 juillet 1849; *Recueil* V, page 49). Le montant de cet usufruit est réglé d'après l'usage.

SECTION VI. — Situation de la veuve d'un membre prédécédé.

La veuve a les mêmes droits et les mêmes devoirs que la mère du défunt, mais en outre elle a le droit, après la dissolution de la zadrouga, de succéder à sa fille prédécédée, pour les biens que celle-ci a recuei-

lis dans la succession de son père, membre de la zadrouga. La zadrouga est encore tenue de donner à la veuve, en cas de remariage, le trousseau d'usage.

Au cas où le défunt, membre de la zadrouga, aurait de son vivant dissipé sa part du patrimoine commun sans en avoir été empêché par la zadrouga, hypothèse que nous avons déjà examinée, la zadrouga est tenue de donner à la veuve l'habitation, la nourriture et les vêtements, tant qu'elle vit dans la zadrouga. En ce sens, M. Peritch (1).

La veuve dans la zadrouga a-t-elle le droit d'exiger qu'on procède au partage de la zadrouga, au cas où il existe un *désaccord grave* entre elle et les héritiers du défunt, parents, frères, sœurs, etc. ?

A notre avis, elle ne peut pas invoquer son droit d'usufruit pour réclamer une part en nature du patrimoine commun, ce droit n'appartenant qu'à la veuve, dans une famille isolée.

La veuve, dans la zadrouga, n'a droit qu'au revenu provenant de la succession de son mari, c'est-à-dire des biens que celui-ci possédait dans le patrimoine commun. En effet, le principe qui régit la zadrouga est que son patrimoine doit rester commun, et ne peut

(1) M. Peritch, *Cours sténographé du code civil serbe (droit successoral)*, p. 86, 87.

être l'objet d'un partage ; c'est un des points sur lesquels la zadrouga diffère de la famille isolée.

D'autre part, comme aux termes de l'article 523, la veuve est tenue d'aider par son travail la zadrouga, il faudrait déduire de la valeur de son usufruit la valeur fournie par son travail, si elle quittait volontairement la zadrouga. Au contraire, si nous supposons que la veuve n'a pas quitté la zadrouga de son gré, mais à la suite des mauvais traitements de la part des autres membres, il est bien certain qu'on n'a pas le droit de retrancher une part quelconque de son usufruit. Cette veuve doit avoir les mêmes droits que la veuve dans une famille isolée. Il est, en effet, inadmissible que le législateur serbe ait eu l'intention de lui donner moins de droits qu'à l'autre. En réalité, il a accordé le même droit à toutes les deux, c'est-à-dire un droit d'usufruit.

Si le législateur a permis à la veuve d'une famille isolée d'exiger, au cas de dissentiments entre elle et les héritiers du défunt, qu'on lui donne sa part en nature, c'est pour qu'elle puisse exercer son droit d'usufruit, tandis que ce même droit il l'a refusé à la veuve dans la zadrouga, afin de conserver les biens de la famille. On ne peut pas supposer qu'il ait voulu aller plus loin, et refuser à cette dernière, même le droit d'usufruit sur le revenu de la part successorale

du défunt (Arg., art. 527 du code civil) (1). Mais cela n'est plus vrai dans le cas où la veuve dans la zadrouga aura quitté volontairement la zadrouga ; elle n'a pas, alors, un droit d'usufruit sur la succession de son mari, mais seulement droit au trousseau d'usage en cas de nouveau mariage (Arg., art. 529, et décision législative du 6 juin 1853, n° 539. *Recueil* VII, page 54).

Montant du droit d'usufruit attribué au conjoint survivant.

Nous venons de voir que la veuve, en quittant la zadrouga, par suite de désaccord ou de mauvais traitements, conserve néanmoins son droit d'usufruit, consistant dans les revenus des biens de son mari. Quel est donc le montant de ce droit ? Les solutions varieront avec le nombre des héritiers.

Si le défunt a laissé, outre sa veuve, deux héritiers, le droit de la veuve sera d'un tiers. Mais la quotité de son droit décroîtra à mesure que le nombre des héritiers augmentera. Ainsi le défunt laisse trois héritiers, le droit de la veuve sera d'un quart, etc.

Lorsque le défunt ne laisse pas de parents au degré successible, le revenu tout entier des biens du défunt

(1) Art. 527. — « On doit appliquer en ce qui concerne les successions et les partages dans la zadrouga les principes généraux de la succession et du partage ».

appartient à la veuve, c'est-à-dire le revenu de la part que son mari avait dans le patrimoine commun.

Une question reste à résoudre, celle de savoir par quels moyens est garanti le droit d'usufruit de la veuve en cas d'aliénation du patrimoine commun ?

Aux termes de l'article 414 du code civil et de la décision législative du 17 avril 1858, n° 451, *Recueil* XI, page 65, la veuve, dans la zadrouga, a comme garantie de son droit d'usufruit une hypothèque tacite ou légale sur les biens de son mari prédécédé, pour laquelle elle n'est pas obligée de prendre inscription. Cette hypothèque légale grève la part de la succession qui lui appartient d'après la loi ou d'après le testament de son mari. Il en résulte que, pratiquement, aucune disposition, aucune aliénation de cette part, ne peut être faite par les héritiers du défunt, sans l'autorisation et sans le consentement de la veuve.

Comment assurer l'entretien (habitation, nourriture, vêtements) des filles et de la veuve du défunt, qui n'a pas d'usufruit, au cas où son mari n'a pas laissé de biens sur lesquels elle puisse exercer son droit d'usufruit ? Comment assurer également leur droit d'être dotées par la zadrouga selon l'usage ?

Nous venons de voir que le législateur a accordé à la veuve une hypothèque tacite sur la part de la succession du défunt, comme garantie de son droit d'usufruit. Nous estimons qu'il a également institué une

hypothèque de même nature, pour garantir le droit d'entretien (habitation, nourriture, vêtements) non seulement des filles vivant dans des familles simples, mais aussi des filles vivant dans les zadrougas.

Nous fondons notre opinion sur un argument d'analogie tiré de l'article 214 et de la décision législative du 17 avril 1858.

Cette opinion est fortifiée aussi par la similitude de sens qui existe entre le mot *entretenir*, de l'article 529, et les mots *jouissance et entretien*, de l'article 397 (1) ; ces termes ont absolument la même signification, et on ne peut, en notre matière, considérer « la jouissance » comme différente de « l'entretien ». La chose est de toute évidence quand on compare l'article 397 avec l'article 529. Notre jurisprudence est en ce sens. C'est ainsi que la cour de cassation, par un arrêt en date du 17 mars 1880, n° 4349 (2), a jugé que

(1) Art. 397.— « *La succession se divise en autant de parts qu'il y a d'enfants masculins, et chaque enfant reçoit une portion égale. Les enfants féminins n'ont dans ce cas que le droit de jouissance, le droit d'entretien et le droit d'être mariés convenablement d'après l'usage* ».

(2) Arrêt de la cour de cassation, toutes chambres réunies, du 17 mars 1880, n° 4349 :

« D'après l'article 397 du code civil, les enfants féminins du défunt ont droit à l'entretien, au trousseau et à la dot (dans les villes) sur les biens de leurs parents prédécédés. Comme garantie de ce droit ils ont une hypothèque tacite sur le patrimoine tout entier de leur père prédécédé, aussi bien sur le patrimoine mobilier que sur le patrimoine immobilier, car cette hypothèque légale doit avoir la même étendue que l'usufruit même ».

la fille du défunt a le droit de faire valoir, pour garantir son droit d'entretien, son hypothèque tacite, par préférence aux créanciers de son frère, sur l'argent provenant des biens paternels vendus.

Dans une autre opinion (M. Péritch), on considère qu'en l'absence d'une disposition légale expresse, on ne peut pas accorder une hypothèque tacite aux filles sur les biens du défunt, comme garantie de leur droit d'entretien. On repousse l'argument d'analogie tiré de l'article 414, en faisant remarquer que ce texte ne parle que de l'hypothèque tacite de la veuve, pour garantir son droit d'usufruit.

Comment se règlera la succession, lorsqu'on se trouve en présence d'un parent en dehors de la zadrouga qui, en vertu de l'article 528, peut, bien que plus proche en degré, avoir été exclu de la succession par un parent dans la zadrouga, ou lorsqu'il s'agit d'une jeune fille, même proche parente du défunt (sauf la fille du défunt apte, comme nous l'avons vu, à succéder à son père), qui est exclue de la succession?

Qui succèdera, dans ce cas ? Est-ce la zadrouga tout entière, ou seulement celui des membres qui est le plus proche parent du défunt et qui aurait été appelé à lui succéder si on avait appliqué les principes généraux de la succession *ab intestat* et non les principes spéciaux à la zadrouga ? A notre avis, ce sera la za-

drouga, car, aux termes de l'article 508, les biens dans la zadrouga ne sont pas la propriété d'un seul membre, mais la propriété de tous les membres, et tout ce qu'un membre a acquis dans la zadrouga est réputé acquis pour tous les membres et non pour lui-même.

A l'appui de notre opinion, nous pouvons invoquer la décision législative (aujourd'hui abrogée), du 7 février 1847, n° 158, *Recueil* IV, page 6, en vertu de laquelle la fille du défunt était exclue de la succession au profit de la zadrouga (1). Plus tard, le législateur, après avoir abrogé cette décision législative du 7 février par une autre du 28 novembre 1859, n° 5282, *Recueil* XII, page 96, a accordé aux filles du défunt le droit de succéder à leur père, mais sous la réserve que la zadrouga leur payerait en argent la valeur de leur part dans la succession du défunt. C'est donc, en réalité, la zadrouga qui succède.

Dans l'opinion contraire, on prétend que c'est le membre de la zadrouga et non la zadrouga qui doit succéder. Mais si telle avait été la volonté du législa-

(1) Décision législative du 7 février 1847.— « Le pouvoir législatif, lors de la confection du code, désirait que la fille du défunt dans la zadrouga, même dans le cas où le défunt ne laisserait pas de descendants masculins, ne pût pas succéder à la part successorale de son père, mais que cette part restât à la zadrouga comme étant le plus proche héritier, sauf obligation pour la zadrouga d'entretenir la fille du défunt et de la marier d'après l'usage ».

teur, il aurait dit, dans la décision législative du 28 novembre, que le membre de la zadrouga doit payer à la fille du défunt la valeur de la part successorale du défunt, au lieu de déclarer que la zadrouga doit payer. N'est-ce pas la preuve certaine que la zadrouga succède au défunt ?

D'après les articles 498 et 527 du code civil, tous les membres de la zadrouga, lors du partage, ont droit à des parts égales du patrimoine commun.

Nous avons supposé, jusqu'à présent, que la parenté dans la zadrouga était la parenté du sang et nous avons fait remarquer que cette parenté était appelée à la succession d'un membre de la zadrouga par préférence à la parenté en dehors de la zadrouga.

En est-il de même pour la parenté civile ? En d'autres termes, la parenté civile dans la zadrouga est-elle appelée à la succession par préférence à la parenté du sang vivant en dehors de la zadrouga ?

D'après les articles 137 et 138 déjà cités du code de procédure civile serbe, l'enfant adopté, conformément aux prescriptions légales, est assimilé, quant aux droits successifs, à l'enfant légitime. Il entre dans la famille du père adoptif et acquiert des droits identiques à ceux qu'il avait dans sa famille légitime. D'autre part, d'après l'article 528 déjà cité du code civil, l'enfant adoptif est appelé à la succession de son père adoptif, membre de la zadrouga, à l'exclusion des parents du

sang (frère, sœur, mère du défunt), vivant en dehors de la zadrouga, c'est-à-dire qu'il succède, dans la zadrouga, au défunt de la même manière que l'enfant légitime.

On peut conclure, de ceci, qu'il doit en être de même si l'enfant adoptif meurt dans la zadrouga sans descendants. Ce sera la zadrouga qui lui succédera et non son frère, vivant en dehors de la zadrouga, car aux termes de l'article 410 du code civil, les biens que l'adopté tient de l'adoptant sont dévolus à la famille de l'adoptant et non à la famille naturelle de l'adopté (1).

En résumé, le fils adoptif est assimilé entièrement aux fils légitimes, et la parenté entre lui et les membres de la zadrouga est la même que celle qui existe entre ceux-ci et le fils légitime du défunt.

(1) Art. 410. — « *L'enfant adoptif a un droit de succession sur les biens de ses père et mère adoptifs. En cas de décès de l'enfant adoptif mort sans avoir laissé de descendants et de postérité, non seulement le patrimoine provenant de la succession de ses père et mère, mais aussi tout ce qu'il a acquis lui-même passe aux descendants des père et mère adoptifs. A défaut de ces descendants le patrimoine provenant de la succession des père et mère adoptifs passe aux parents des père et mère adoptifs et non aux parents de l'enfant adoptif* ».

CHAPITRE VII

La réserve.

Toute personne, en principe, si elle n'est incapable ou indigne, a le droit de disposer de l'intégralité de son patrimoine. Cependant ce droit est limité, dans le code serbe, par l'institution de la réserve. On appelle *réserve*, dans le droit serbe, la part de la succession à laquelle les enfants du défunt ont droit. La succession d'une personne se divise donc en deux parts : la réserve, établie au profit de certains héritiers qu'on appelle réservataires, et la portion du patrimoine dont le disposant pourra disposer à son gré, à laquelle on donne le nom de *quotité disponible*.

SECTION I. — Héritiers réservataires.

Quelles sont les personnes qui ont droit à la réserve ?

Aux termes de l'article 477 du code civil serbe (1),

(1) Art. 477. — « *La réserve, au décès d'une personne, doit parvenir intacte aux enfants masculins légitimes, et à leur défaut aux*
Todorévitch.

les seules personnes qui aient droit à la réserve au sens strict du mot, sont les fils du défunt. Nous avons vu que la loi serbe appelle à la succession les fils de préférence aux filles, celles-ci ayant seulement droit à l'entretien tant qu'elles ne sont pas mariées, et, lors de leur mariage, au trousseau et dans les villes à la dot d'usage. Mais cela n'empêche pas que si le défunt ne laisse que des filles, comme celles-ci succèdent alors au défunt, elles ont droit à la réserve. Cette réserve ne consiste pas, il est vrai, en un droit de propriété puisque les fils succèdent seuls au défunt, mais en un droit d'usufruit.

Il en est de même si le défunt laisse, outre sa veuve, soit un fils ou un petit-fils, soit une fille. Dans ce cas, la veuve a également droit à une réserve, consistant uniquement en un droit d'usufruit (Arg., art. 412 du code civil serbe et décision législative du 2 mars 1855, n° 210. *Recueil VIII*, page 57 (1), et article 397 du code civil serbe, déjà cité).

» enfants féminins. La réserve sera de la moitié de la part qu'ils » auraient reçue si le défunt n'avait pas fait de disposition ».

(1) Décision législative du 2 mars 1855. — « *Au décès d'une per- » sonne, non seulement, en vertu de l'article 477, la réserve doit » revenir intacte aux enfants, mais aussi l'usufruit doit parvenir » intact à sa veuve. Le montant de l'usufruit de la veuve est égal » à la part successorale de chacun des héritiers, soit que le défunt » laisse, en outre de la veuve, comme héritiers, des descendants » masculins ou des descendants féminins, soit qu'il laisse comme » héritiers des parents ».*

Bien que la loi ne parle, dans l'article 477 du code civil serbe, que des enfants légitimes, il est certain que le droit à la réserve appartient aussi à l'enfant adoptif dans la succession de l'adoptant.

Les autres descendants, petit-fils, arrière-petits-fils, qu'ils viennent à la succession de leur chef ou par représentation, et les ascendants, n'ont pas droit à la réserve. C'est ce qui résulte des mots : « aux enfants légitimes », de l'article 477 et de l'article 481. Du moment qu'il n'est question, dans ces textes, que des enfants, on doit conclure que les autres héritiers n'ont pas droit à la réserve. En ce sens, Cour de cassation, toutes chambres réunies, 2 novembre 1874, n° 2612, et 4 novembre 1874, n° 3139.

Quoique la loi serbe appelle à la succession du défunt les fils de préférence aux filles, le père et la mère ont cependant le droit, d'après l'article 478, de disposer de leurs biens par testament entre leurs enfants, comme ils l'entendent, et de laisser aux filles autant qu'aux fils et même de leur donner une part spéciale. L'article 478 du code civil dit, en effet, expressément que la réserve ne sera pas atteinte si les parents laissent aux filles une part plus grande qu'aux fils (1). Au contraire, elle le sera si les parents

(1) Art. 478 : « Quoique la loi préfère dans la dévolution des successions les enfants masculins aux enfants féminins, le père ou la mère, celle-ci quant à ses biens personnels, ont le droit de

laissent à un tiers une part plus grande qu'au fils.

Reste une question délicate à résoudre. Que signifient ces mots : *une part spéciale*, de l'article 478 ? Cette expression est très peu claire par elle-même ; aussi peut-on l'interpréter de différentes façons et attribuer aux filles une situation privilégiée.

Ainsi rien n'empêche le disposant de laisser par testament à ses filles une maison d'une valeur de 20.000 francs, et à ses fils seulement une maison d'une valeur de 1.000 francs, ou encore de donner à sa fille une maison d'une valeur de 20.000 francs et à son fils un champ d'une valeur de 2.000 francs. Il est surprenant que le législateur attribue, ici, aux filles, des droits aussi exorbitants, tandis qu'en général il accorde une préférence marquée aux fils sur les filles, puisque nous avons vu qu'il appelle à la succession les fils par préférence aux filles, lesquelles ne viennent à la succession de leur père prédécédé qu'à défaut des fils.

Supposons, maintenant, la réserve entamée non seulement par des libéralités faites aux filles, mais aussi par des libéralités faites aux tiers. Dans ce cas,

disposer comme ils l'entendent de leur patrimoine. Ainsi rien ne les empêche d'accorder aux filles le même droit de succession qu'aux fils, ou même de leur laisser une part spéciale. De pareilles dispositions sont valables et on ne peut pas invoquer contre elles que la réserve est entamée. »

les libéralités faites aux tiers seront anéanties, tandis que nous venons de voir que les parents peuvent donner aux filles une part plus grande qu'aux fils.

SECTION II. — Exhérédation.

Le législateur serbe a donné le droit au disposant d'exhérer ses enfants dans les cas suivants :

a) Si l'enfant abandonne la religion orthodoxe serbe ;

b) S'il abandonne ses parents, tombés dans l'indigence, sans les secourir et sans leur fournir des aliments ;

c) S'il s'est rendu coupable d'assassinat ou de vol ;

d) S'il s'est adonné à la débauche ou a dissipé son patrimoine et a refusé, malgré les exhortations qui lui ont été adressées, de revenir à de meilleurs sentiments.

Il paraît singulier, au premier abord, que le père ou la mère, tombés dans l'indigence, puissent exhérer leurs enfants car, dans ce cas, comment peuvent-ils laisser quelque chose par testament ? On peut expliquer cette exception par cette considération qu'il peut très bien leur advenir, avant leur mort, des biens, soit par succession, soit autrement.

A notre avis, l'existence d'une réserve se justifie pleinement par cette considération qu'il serait injuste que les enfants restassent dans la pauvreté, alors

qu'ils ont peut-être contribué à augmenter, par leur travail, la fortune de leurs parents. Sans doute, le législateur ne peut pas empêcher les parents de disposer de leurs biens de leur vivant, mais il peut prendre des mesures pour qu'après leur mort leurs libéralités ne causent pas à leurs enfants un préjudice irréparable.

La réserve, telle qu'elle est organisée dans le code civil serbe, n'est pas conforme à l'idée de justice. Du moment que le législateur a établi une réserve pour les enfants du défunt, il aurait dû en instituer aussi une pour tous les descendants et les ascendants. En effet, le petit-fils ou l'arrière-petit-fils remplacent, dans notre affection, le fils dont ils sont issus et, d'autre part, les parents qui ont contribué à la fortune du fils, paraissent bien avoir droit à une part de ses biens.

Le système de notre code conduit à des injustices. Ainsi lorsque le défunt laisse un fils et un petit-fils d'un autre fils prédécédé, il peut léguer par testament tout son patrimoine à son fils et rien à son petit-fils. Cette solution est parfaitement légale dans le droit serbe, puisqu'il n'existe pas de réserve pour les petits-fils, mais cela n'empêche qu'elle est certainement contraire à l'équité. Aussi est-il à désirer que cette disposition de notre code soit réformée le plus tôt possible.

SECTION III. — Montant de la réserve.

D'après l'article 477 du code civil serbe, la réserve est toujours de la moitié de la succession du disposant, quel que soit le nombre des enfants. Donc les libéralités ne peuvent excéder la moitié des biens ; en d'autres termes, la quotité disponible est également de la moitié des biens du disposant. Mais, comme nous l'avons indiqué plus haut, le disposant peut dépasser cette quotité disponible et même entamer la réserve, s'il s'agit d'une libéralité au profit de sa fille. Ainsi le défunt laisse, à son décès, des biens ayant une valeur de 100.000 francs ; la réserve est de 60.000 francs. Il reste 40.000 francs. Les fils, quel que soit leur nombre, partageront ces 40.000 francs en parts égales. Supposons, au contraire, que le défunt laisse, par testament, à un tiers 60.000 francs et à ses enfants 40.000 francs. La réserve étant de 60.000 francs et la quotité disponible de 50.000 francs, le legs sera réduit de 10.000 francs. Le tiers sera obligé de rendre 10.000 francs, pour compléter la réserve.

Reste une question délicate. Supposons que le défunt laisse deux fils et deux filles et un patrimoine de 100.000 francs net, après déduction des dettes ; il a légué 60.000 francs à l'une de ses filles. Au premier abord, il semble que les deux fils devraient partager,

aux termes de l'article 477, ces 40.000 francs et se contenter de cette somme inférieure de 10.000 francs à leur réserve; en effet, nous avons vu que les parents peuvent dépasser la quotité disponible par des libéralités au profit des filles. Quant à l'autre fille, elle devrait se contenter de l'entretien tant qu'elle n'est pas mariée, et aurait droit, lors de son mariage, au trousseau, et dans les villes à la dot d'usage. A notre avis, il ne doit pas en être ainsi. Aux termes de l'article 478, la fille à qui le défunt a légué 60.000 francs, doit partager cette somme avec sa sœur, car, d'après cet article, le législateur a accordé au disposant le droit de donner aux filles la même part qu'au fils ou même d'avantager ses filles au delà des limites de la quotité disponible. Mais le législateur a subordonné ce droit à une condition, celle pour le disposant d'avantager toutes ses filles et non une seule, car notre texte dit expressément : « les filles » et non « la fille ». La solution contraire serait de toute évidence opposée à l'équité, car il n'est pas juste qu'une fille reçoive 60.000 francs et l'autre seulement le trousseau et la dot d'usage.

Supposons, maintenant, que le défunt a laissé, outre sa veuve, deux fils et une fille. La réserve est de la moitié des biens du disposant. Dans ce cas, la veuve partagera la réserve avec ses deux fils, seuls héritiers, et sa fille, en parts égales quant à la jouis-

sance. En effet, dans le droit serbe, lorsque le défunt laisse, outre ses fils appelés à la succession du défunt par préférence aux filles, une ou plusieurs filles et sa veuve, les fils ont droit à une réserve quant à la propriété, les filles et la veuve n'ayant droit qu'à une réserve quant à la jouissance.

SECTION IV. — Nature de la réserve.

La réserve est une part héréditaire (*pars hereditatis*). C'est donc un droit que les héritiers exercent *jure hereditatis*, c'est-à-dire à la condition de se porter héritier (Arg., art. 479). Par conséquent, l'héritier qui renonce à la succession et désire s'en tenir à la libéralité qui lui a été faite par le défunt, n'a pas le droit de réclamer sa réserve en faisant réduire les donations et les legs excessifs faits aux dépens de sa libéralité. Sa réserve appartiendra à d'autres héritiers du défunt, réservataires ou non peu importe. Il retiendra la donation qui lui a été faite, dans la mesure de ce qui restera après sa réduction et celle des autres legs.

Prenons une espèce. Le défunt laisse deux fils et un patrimoine de 90.000 francs nets après déduction des dettes ; il a légué à son ami Paul 30.000 francs, à un de ses fils 60.000 francs. La quotité disponible est de 45.000 francs et la réserve de chaque enfant de 22.500 francs. Mais le fils désire s'en tenir à sa

libéralité de 60.000 francs et renonce à la succession. Dans ce cas, sa part de réserve (22.500 francs), appartient à *l'autre fils*, qui se trouve avoir droit à la réserve tout entière de 45.000 francs. Mais comme sa réserve est entamée par les libéralités et les legs faits par le défunt à son ami et à l'autre fils, il s'agira, alors, de déterminer quelle est la somme qui manque au réservataire, pour parfaire sa réserve. Dans notre espèce, elle est de 45.000 francs. On prélèvera cette somme proportionnellement sur le montant de la libéralité et des legs. Dans notre espèce, le fils renonçant pourra garder 30.000 francs ; l'ami Paul obtiendra 15.000 francs et le fils réservataire aura sa réserve de 45.000 francs.

Modifions un peu l'espèce précédente. Au lieu d'être renonçant, le fils à qui le défunt avait fait une libéralité de 60.000 francs, accepte la succession. Pourra-t-il retenir sa libéralité jusqu'à concurrence de la quotité disponible cumulée avec sa part de réserve ? Non. Qu'il ait droit de conserver sa libéralité jusqu'à concurrence de 22.500 francs, qui représentent une valeur égale à sa part dans la réserve, la chose n'est pas douteuse, mais il n'a pas le droit de garder également le reste de sa libéralité jusqu'à concurrence de la quotité disponible. Il est obligé de parfaire avec l'ami Paul la part de réserve (22.500) de l'autre fils réservataire. On prélèvera donc la

somme de 22.500 francs proportionnellement sur le montant de la libéralité et du legs. Finalement l'ami Paul aura 15.000 francs, le fils réservataire donataire 52.000 francs (22.500 + 30.000 francs), et l'autre fils réservataire 22.500 francs.

SECTION V. — De l'action en réduction.

L'action en réduction est le moyen donné à l'héritier réservataire pour reconstituer, à l'encontre des légataires et donataires, la réserve à laquelle il avait droit.

Qui peut demander la réduction ?

1° Le fils ; 2° à défaut des fils, les filles ; 3° la veuve quant à son droit de jouissance ; 4° même en présence de fils, les filles, en ce qui concerne la réduction des libéralités et legs qui nuisent à leur droit de jouissance ; 5° les créanciers du défunt, car, aux termes de l'article 565 du code civil serbe, le défunt n'a pu faire, ni de son vivant, ni par testament aucune libéralité ou legs aux dépens des tiers.

Dans quel ordre va s'opérer la réduction des libéralités ?

D'après l'article 123 des règles concernant les affaires non litigieuses, et l'article 55 du code civil serbe, les héritiers, légataires, donataires, sont tenus de parfaire la réserve aux héritiers réservataires dont

la part de réserve est entamée. La réduction se fera au marc le franc, elle sera donc proportionnelle entre tous les légataires, héritiers et donataires.

Situation des tiers ayant traité avec le donataire quant aux biens donnés soumis à la réduction.

Aux termes de l'article 303 et du complément de l'article 565 de la loi du 5 mai 1864, si le donataire, au moment où la réduction est demandée, ne possède pas le bien donné soumis à la réduction, mais qu'il l'a déjà aliéné ou grevé de charges réelles, il n'est responsable que dans un seul cas, celui de fraude, c'est-à-dire s'il a frauduleusement aliéné ou grevé de charges réelles l'immeuble donné. Par conséquent, l'action en réduction ou revendication ne pourra être exercée dans aucun cas par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles aliénés par les donataires, et elle ne pourra l'être contre les donataires que dans le cas de fraude. Pour prouver la fraude du donataire, le tribunal, à défaut de preuves certaines, prendra en considération les circonstances, la nature de l'affaire, les conditions dans lesquelles la donation est faite, etc. Par exemple, le donataire, quoique connaissant la situation obérée du donateur, a accepté la donation ; ou bien le mari a fait une donation à sa femme qui était parfaitement au courant de sa fortune et savait qu'en agissant ainsi il

entamait la réserve de ses enfants ou portait préjudice à ses créanciers, et qui, néanmoins, accepte la donation ; ou encore le père avantage un de ses enfants quoiqu'il soit obligé, pour faire cette libéralité, d'entamer la réserve de ses autres enfants ; ou, enfin, le donateur vend à un tiers pour 1.000 francs son bien d'une valeur de 10.000 francs et fait ainsi une donation déguisée, etc. Dans tous ces cas, il y a fraude, partant, lieu à l'exercice de l'action en réduction.

En outre, dans le droit serbe, pour que les différentes libéralités soient valables, le donateur est tenu de les annoncer par des insertions dans le *Journal Officiel*. Si dans un délai de six semaines, à partir du jour de la dernière annonce, aucune protestation n'est intervenue, la donation est valable.

Une question intéressante à propos de la réserve est celle de savoir si la réserve peut être entamée par un fidéicommiss émanant du défunt.

Il ne faut pas hésiter, à notre avis, à se prononcer pour la négative. En effet, en droit serbe, le défunt ne peut laisser par fidéicommiss que certains biens ; ce sont les biens qu'il a acquis lui-même, et non ceux qui lui sont advenus par succession. Nous nous appuyons pour soutenir cette opinion sur l'article 465 qui ne parle que de certains biens, et sur l'article 466 qui déclare que le *de cujus* ne peut disposer par

fidéicommiss que des biens qu'il a acquis lui-même, c'est-à-dire par achat ou autrement et non par succession (1). Donc pour qu'un fidéicommiss ne soit pas entamé par la réserve, il est nécessaire que le *de cujus* ne comprenne dans ce fidéicommiss que certains biens. D'autre part, le fidéicommiss ne saurait embrasser tout le patrimoine puisque l'article 465 fait allusion à « *certaines biens* ». Il en serait ainsi, même si ce patrimoine se composait exclusivement de biens acquis autrement que par succession.

Un arrêt de la cour de cassation, toutes chambres réunies, du 20 janvier 1887, est très affirmatif dans note sens. Après avoir rappelé que, d'après l'article 477, le défunt, en disposant de son patrimoine en cas de mort, est tenu de laisser à ses enfants légitimes la réserve intangible qui consiste dans la moitié du patrimoine tout entier du disposant, la cour affirme que même lorsque le disposant aura exprimé le désir

(1) Art. 465. — « Si le disposant a déclaré qu'un certain bien de son patrimoine doit rester dans sa famille pour plusieurs générations à titre de fideicommiss, cette disposition qui peut néanmoins être modifiée par la justice en cas de nécessité absolue, sera valable sans qu'il y ait lieu de distinguer si la charge de restitution est faite au profit du premier né, ou du plus jeune, ou du plus âgé dans la famille. »

Art. 466. — « Cette disposition ne pourra être faite valablement que par celui qui a acquis ce bien lui-même. Toute autre disposition testamentaire sera nulle. »

que son patrimoine passe à titre de fidéicommiss à plusieurs générations dans sa famille, il sera tenu de ne pas entamer la réserve. Quant à l'article 465 qui permet au défunt de laisser à titre de fidéicommiss un certain bien de son patrimoine, par exemple la maison, le champ, la prairie, etc., il a un caractère tout à fait exceptionnel puisqu'il ne vise que les biens acquis à titre onéreux, et ne saurait aller à l'encontre d'une disposition aussi générale que l'article 477 qui garantit l'intangibilité de la réserve.

CONCLUSION

Le code civil serbe ne correspond pas d'une façon absolue aux coutumes nationales et aux besoins du pays. Il en faut chercher la cause dans ce fait que ses auteurs n'avaient qu'une connaissance imparfaite de nos anciennes traditions et ne se rendaient un compte suffisant ni de la transformation qui s'était opérée dans les conditions mêmes de notre existence, ni de l'importance des problèmes nouveaux qui se posaient.

Leur œuvre ne pouvait que se ressentir de cet état d'esprit. Non seulement la plupart des solutions de notre code civil ne correspondent pas aux nécessités d'une situation nouvelle, mais, ce qui est, peut-être, plus grave, elles ne sont pas empreintes d'esprit national.

Pour être juste, il faut reconnaître que ce résultat fâcheux est dû aussi pour une large part à l'influence du prince Miloch, dont le désir manifeste était que notre code civil, copie du code civil autrichien, fût aussi court que possible.

Telles sont les causes principales qui expliquent les imperfections de notre code. Au lieu d'une œuvre qui aurait été le développement naturel de notre droit coutumier, tout en s'adaptant aux exigences de la vie moderne, nous sommes en présence d'une œuvre confuse, manquant de clarté et de précision, remarquable seulement par son laconisme, dans laquelle nombre de questions importantes sont passées sous silence. Tous nos auteurs sont unanimes à le reconnaître et critiquent avec raison ces défauts et ces lacunes (1).

C'est peut-être dans la partie consacrée aux successions que se fait le plus sentir l'infériorité de notre code. Aussi est-il de toute nécessité que notre législation, en cette matière, soit réformée le plus tôt possible, et ceci non seulement parce que les citoyens serbes subissent, à raison de l'obscurité des textes, un préjudice considérable, mais aussi pour le bon renom de la justice elle-même. Rien n'est plus pénible que d'assister aux variations incessantes de notre jurisprudence sur des questions d'un intérêt de premier ordre, rien n'est plus douloureux que de voir, sur un point capital de notre droit successoral, inter-

(1) MM. Peritch, *Cours sténographié*, p. 62; Arandjelovitch, *Cours de droit marital*, p. 387; Jovanovitch, *Ancien droit successoral serbe*, Commentaire des articles 41 et 48 du code Douchan, p. 58.

venir, à quelques semaines de distance, des arrêts contradictoires.

Il n'est pas contestable que toute cette matière si importante n'ait été traitée par le code civil français, heureusement modifié, dans un certain nombre de ses articles, par des lois récentes, avec beaucoup plus d'équité, de méthode et de clarté que par notre code civil. Par exemple, pour nous en tenir à des principes fondamentaux, alors que dans notre droit les fils succèdent au défunt par préférence aux filles, dans le code civil français la succession est dévolue à tous les enfants du défunt en parts égales, sans distinction de sexe. Il est vrai que notre législateur a conféré aux parents le droit de laisser par testament aux filles autant qu'aux fils, seulement, comme le peuple serbe est, avant tout, un peuple agricole, profondément attaché au droit coutumier d'après lequel, pour une raison de conservation des biens dans la famille, les fils succèdent par préférence aux filles, cette disposition légale ne reçoit guère d'application dans la pratique.

A notre humble avis, il serait nécessaire d'introduire dans le code civil serbe une disposition qui serait le contre-pied de celle qui existe actuellement, et d'après laquelle les filles du défunt succéderaient par préférence aux fils, ceux-ci n'ayant droit qu'à l'éducation, qui comprendrait les frais d'université,

de haute école commerciale, ou de tout autre établissement d'enseignement similaire. Grâce à cette réforme, un double but serait atteint : les hommes bénéficieraient d'une éducation plus complète et les femmes auraient leur vie assurée.

Un autre reproche, qu'on peut adresser au législateur serbe, est de ne s'être pas montré également juste vis-à-vis des descendants du défunt, en ce qui concerne la réserve. Les enfants du défunt ont seuls droit à une réserve. Les autres parents, même ses petits-fils, ne peuvent y prétendre. Il semble qu'il y ait là une disposition qui va à l'encontre de l'idée de justice, et la conception française, qui étend la réserve aux petits-fils et aux ascendants nous paraît autrement conforme au droit naturel. Nous estimons que notre législateur ferait preuve de sagesse en s'en inspirant.

Nous considérons également comme critiquable la disposition de notre code civil qui interdit à l'héritier de se mettre en possession, même provisoire, des biens du défunt, tant que la question successorale n'a pas été discutée, et tant qu'une ordonnance du juge n'a pas consacré sa qualité de successeur régulier. Il y a, dans cette façon de procéder, de très grands inconvénients. Le principal est que la succession est, pendant ce temps, administrée par des curateurs nommés par le tribunal, ce qui est une cause

pour l'héritier de lourdes dépenses. Ici encore, le système traditionnel de la saisine, tel qu'il fonctionne dans le droit français, nous apparaît comme beaucoup plus soucieux des véritables intérêts de l'individu, bien qu'il soit, à l'heure actuelle, très attaqué par certains hommes politiques, pour des raisons fiscales.

Enfin nous sommes obligé de convenir que notre code civil fait preuve d'une injustice exagérée à l'égard des enfants naturels. Non seulement il prohibe la recherche de la paternité, imitant, il est vrai, en cela la plupart des législations européennes, mais il refuse aux enfants naturels, même reconnus, tous droits à la succession de leur auteur. C'est là une conception archaïque qu'il ne faut pas hésiter à repousser, parce qu'elle fait retomber sur des innocents la faute de leurs parents. Sans aller jusqu'à l'assimilation complète à ce point de vue, entre les enfants naturels et les enfants légitimes, il semble qu'il serait équitable d'accorder aux enfants naturels une part importante dans la succession de leurs parents. Nous savons que telle est la conception consacrée par le code civil français. Les droits successoraux des enfants naturels ont même été sensiblement augmentés par une loi du 25 mars 1896. Nous ne pouvons qu'approuver la réforme intervenue à cette époque,

et formuler le vœu qu'elle serve de modèle au législateur serbe.

Nous avons cru bon d'indiquer, à la fin de notre étude, quelques points essentiels de notre sujet, à propos desquels on doit désirer que des améliorations trouvent place dans notre code civil. Sur ces questions comme sur d'autres moins importantes, que nous avons traitées au cours de nos développements, nous devons souhaiter une réforme complète de nos institutions. Cette réforme, pour être acceptée par l'opinion publique, devra sans doute s'inspirer des législations européennes, plus avancées que la nôtre, mais elle devra aussi tenir le plus grand compte de nos traditions coutumières et respecter des institutions qui sont la base même de notre société.

Vu :

Le doyen,

P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président,

ALBERT WAHL.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

LAMIRAND.

BIBLIOGRAPHIE

- Cours de droit civil* de M. Peritch, professeur à l'Université de Belgrade, cours sténographié et rédigé par M. Niketich.
- Droit successoral serbe* de M. Gjordjevitch, vol. IV^e, Belgrade, 1910, p. 136.
- Succession ab intestat dans le code civil serbe* de M. Milovanovitch, Belgrade, 1884, p. 54.
- Ordre successoral serbe* de M. Stojanovitch, Belgrade, 1897, p. 49.
- Cours de droit marital* de M. Arandjelovitch, professeur agrégé à l'Université de Belgrade, cours sténographié.
- Droit romain et greco-byzantin chez les peuples slaves*, par R. de Hubé, traduction française par A. Stekert, Toulouse, 1880.
- Commentaire du code civil serbe* de M. Matich, Belgrade, 1851, II^e volume.
- Développement historique de la zadrouga* de M. A. Jovanovitch, Belgrade, 1896, p. 188.
- Commentaire du code de l'empereur Douchan* de M. St. Novakovitch, Belgrade, 1898, p. 312.
- Le code Douchan comparé avec les lois nationales de Bohême*, par François Palazki, 1849.
- L'histoire du droit slave*, par Machcovzki, traduction de Krstich.
- Ancien droit successoral serbe*, commentaire des articles 41 et 48 du code Douchan, de M. A. Jovanovitch.
- L'histoire du droit serbe* de M. Maïkov, traduction de M. Danitch.

- L'ancien droit successoral serbe*, par M. Milovanovitch, tome V
de la Revue annuelle de la Fondation Conpitch, Belgrade, 1883.
- Recueil des arrêts de la Cour de cassation*, de M. Niketitch.
- Recueil d'arrêts* de M. Maksimovitch, tome III.
- Les arrêts du magistrat de Pozarevatz*, par M. Maksimovitch,
Pozarevatz, 1898, pp. XXXII, 179.
- Aperçu du droit successoral serbe* de M. Jean Atsimovitch, Bel-
grade, Revue littéraire Delo, livre XV.
- Le droit d'usufruit de la veuve dans le droit serbe*, par Georges
Ginitch, Belgrade, 1891.
- Différents articles de MM. Peritch, Arandjelovitch, Milovanovitch,
Gjordjevitch, parus dans des revues de droit serbe.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	3
I. — Le régime successoral serbe avant la conquête turque	8
II. — Le régime successoral serbe après la conquête turque	10
CHAPITRE II. — <i>Qualités requises pour succéder</i>	15
I. — Capacité	16
II. — Absence d'indignité	18
CHAPITRE III. — <i>Situation des héritiers légitimes au regard des successions ouvertes à leur profit</i>	31
SECTION I. — Divers ordres de succession	31
SECTION II. — De la représentation	35
SECTION III. — Premier ordre : Descendants	38
SECTION IV. — Deuxième ordre : Ascendants privilé- giés et collatéraux privilégiés	45
SECTION V. — Troisième ordre : Aïeul paternel et ses descendants	50
SECTION VI. — Quatrième ordre : Bisaïeul paternel et ses descendants	54
SECTION VII. — Cinquième ordre : Trisaïeul paternel et ses descendants	54
SECTION VIII. — Sixième ordre : Père du trisaïeul pa- ternel et ses descendants	55
SECTION IX. — Septième ordre : Branche maternelle . .	55
SECTION X. — Théorie des commorientes	56
Todorovitch.	11

CHAPITRE IV. — <i>Règles spéciales à certaines successions</i> .	58
SECTION I. — Les droits héréditaires des enfants naturels.	58
SECTION II. — Les droits de l'adopté dans la succession de l'adoptant	65
SECTION III. — Les droits du conjoint survivant	70
CHAPITRE V. — <i>De l'acceptation et de la répudiation des successions.</i>	74
SECTION I. — Acceptation.	85
a) Acceptation pure et simple	85
b) Acceptation sous bénéfice d'inventaire	92
SECTION II. — Renonciation	96
CHAPITRE VI. — <i>Système successoral dans la zadrouga serbe</i>	100
SECTION I. — La zadrouga	100
SECTION II. — Rapports légaux dans la zadrouga. . .	102
SECTION III. — Succession ab intestat dans la zadrouga.	106
SECTION IV. — Situation des filles dans la zadrouga. .	114
SECTION V. — Situation de la mère d'un membre pré- décédé	119
SECTION VI. — Situation de la veuve d'un membre prédécedé	119
CHAPITRE VII. — <i>La Réserve</i>	129
SECTION I. — Héritiers réservataires	129
SECTION II. — Exhérédation	133
SECTION III. — Montant de la réserve	135
SECTION IV. — Nature de la réserve	137
SECTION V. — De l'action en réduction	139
CONCLUSION	144

